



ÉCOLE DE GUERRE

PROMOTION 28
2020-2021

La Victoire

Compréhension, mesure et enseignements



Chef de bataillon Pierre-François Mitton

Sous la direction du

Maître de conférences Elie Baranets
Institut de recherche stratégique de l'École militaire

RESUME

La relative incapacité des opérations militaires à aboutir à des résultats décisifs fait naître un doute sur l'utilité même de l'emploi des forces armées. Alors que la France est engagée sur de nombreux théâtres, s'interroger sur la victoire paraît urgent aujourd'hui.

Comment comprendre la victoire au XXI^{ème} siècle ? Partant des définitions de la guerre et de la stratégie, nous rechercherons ses particularités essentielles, afin d'en cerner le concept (partie I) et d'en dégager les moyens de sa mesure aujourd'hui (partie II). Ces réflexions nous permettront *in fine* de retrouver le chemin de la victoire (partie III).

Combinaison de réalisations d'objectifs politiques et militaires, nous verrons d'abord que la victoire est une évaluation d'un des belligérants, qui estime avoir obtenu une supériorité relative et décide la fin du dialogue armé. En tant qu'évaluation, la question de sa mesure sera complexe, car elle sera forcément subjective et nécessitera des critères nouveaux qui devront rendre compte de la complexité des conflits actuels.

Ce chemin vers la compréhension et la mesure de la victoire révélera des écueils à éviter tant pour le militaire que pour le politique dans leurs quêtes de succès. Ces leaders devront notamment éviter le danger des guerres sans fin, le danger de l'hubris que procurent les résultats tactiques rapides et enfin le danger de la recherche de la victoire décisive, qui n'a jamais été qu'un mythe.

Eviter ces écueils ne suffira pas. Politiques et militaires ne pourront faire l'économie de revoir avec modestie leurs buts de guerre, d'accroître leur capacité de narration afin de remporter la bataille des opinions, et enfin de réapprendre les vertus de la négociation, tout en reconnaissant ses limites, face à un ennemi toujours plus idéologisé.

ABSTRACT

The relative inability of military operations to achieve decisive results raises doubts about the very effectiveness of the use of armed forces. Given that France is currently engaged in many theatres, questioning victory seems pertinent today.

How can we understand victory in the 21st century? Starting from the definitions of war and strategy, we will look for the essential characteristics of victory in order to define it as a concept (part I) and to identify the means of measuring it today (part II). These reflections will ultimately enable us to find the path to victory (Part III).

In considering victory as a combination of the achievement of political and military objectives, we will first see that it is an assessment by one of the belligerents who considers that they have obtained a relative superiority and decides to end the armed dialogue. As an evaluation, the question of how to measure victory will be difficult. It is necessarily subjective and requires new criteria that must take into account the complexity of current conflicts.

This path towards understanding and measuring victory will reveal pitfalls which should be avoided by both military and political leaders in their quest for success. In particular, these leaders will have to avoid the threat of wars without end, the risk of hubris that comes from quick tactical results and finally the inherent danger in the search for decisive victory, a concept which has always been a myth.

Avoiding these pitfalls will not be enough. Politicians and soldiers will have to modify their war aims, improve their oratory in order to win the battle of opinions and finally re-learn the art of negotiation, while recognising its limits, in the face of an increasingly ideologised enemy.

« *En temps de guerre, il ne peut y avoir de substitut à la victoire* ».

Général Douglas MacArthur, 1951.

« La guerre est un caméléon » disait Clausewitz¹. Dès lors, penseurs et philosophes, chercheurs et universitaires, stratèges et stratégestes ont scruté et disséqué encore et encore ce caméléon, tant dans son concept, que sa théorie, ses couleurs, sa forme, ses humeurs...

Cette effervescence autour de la guerre contraste avec l'intérêt très relatif porté à la victoire, pourtant objectif et fille de la guerre. Peut-être que toute étude de l'« objet victoire » pourrait être soupçonnée d'être un éloge caché de la guerre ? En tout cas, la victoire est aujourd'hui « considérée avec beaucoup de suspicion, voire carrément avec hostilité »², et ne fait plus consensus.

Pourtant, les mots du président Georges W. Bush, annonçant la fin des opérations de combat en Irak, sur le pont du porte-avions USS Abraham Lincoln, au large de la côte de San Diego restent aujourd'hui encore présents dans nos esprits :

« *The battle of Iraq is **one victory** in a war on terror* »

¹ Carl von Clausewitz, *Vom Kriege* (d'abord 1832-34), 19^e éd., Bonn, Dümmler, p. 212 : « La guerre est un véritable caméléon, car dans chaque cas concret elle change de nature » ; voir Raymond Aron, *La guerre est un caméléon*, Contrepoint, 15, 1974, pp. 9-30.

² E.N. Luttwak, *On the Meaning of Victory: Essays on Strategy*, Simon & Schuster, février 1987

that began on September the 11, 2001»³.

Dans ce même discours, l'ancien président avertissait également : « la guerre contre le terrorisme n'est pas terminée, et pourtant elle n'est pas sans fin. Nous ne connaissons pas le jour de la victoire finale, mais nous avons vu le renversement de la tendance [...] Les nations libres poursuivront leur chemin vers la victoire »⁴. Dix-sept ans plus tard, force est de constater que la victoire finale n'a toujours pas été annoncée. Du coup, le mot semble avoir disparu, tant et si bien que son successeur, Barack Obama, ne l'utilisera jamais : « I'm always worried about using the word *victory* »⁵ précisera-t-il.

Le 11 octobre 2013, Jean-Yves le Drian, aux rendez-vous de l'histoire à Blois, déclarait : « nous avons gagné la guerre au Mali ». Auteur des *Sentiers de la victoire*⁶, le journaliste Gaïdz Minassian, s'étonne : « De quelle victoire parle-t-on ? », quand, plus de sept ans après le lancement de l'opération Serval, remplacée depuis par Barkhane, les problèmes au nord Mali persistent.

Alors fallait-il proclamer la victoire plus tôt, à l'issue de l'opération Serval en 2014 ? Affirmer en 2021 qu'« il

³ President Bush, « President Bush Announces Major Combat Operations in Iraq Have Ended », 1 mai 2003, en ligne <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/05/20030501-15.html> (consulté le 8 décembre 2020)

⁴ *Ibid.* ; Traduction de l'auteur : « The war on terror is not over; yet it is not endless. We do not know the day of final victory, but we have seen the turning of the tide [...] Free nations will press on to victory. »

⁵ T. Moran, B. Obama, « Nightline's Interview with President Obama | RealClearPolitics », 2009, en ligne http://www.realclearpolitics.com/articles/2009/07/23/nightline_interview_with_president_obama_transcript_97608.html (consulté le 15 décembre 2020)

⁶ G. Minassian, *Les sentiers de la victoire: Peut-on encore gagner une guerre ?*, Humensis, 2 septembre 2020

apparaît clairement que la transformation de Serval - intervention ponctuelle qui a mis en échec en 2013 une tentative de prise de contrôle du Mali par des groupes djihadistes - en l'opération de longue durée sous drapeau français qu'est Barkhane se révèle une erreur »⁷ peut sembler facile.

Alors faut-il enterrer la victoire ?

D'un point de vue théorique, la question mérite d'être posée : si la force n'apporte plus la victoire, permettra-t-elle encore de résoudre la dialectique des volontés qu'est la guerre ? Dans ce cas, la stratégie a-t-elle encore un sens ?

L'intérêt praxéologique est encore plus grand : quelle utilité pour la force si la victoire n'est plus possible ? Il est question de vie et de mort ici. Si la victoire n'existe plus, faut-il vraiment prendre le risque de la perte de femmes et d'hommes au combat ? Et si la victoire n'existe plus, quand mettre un terme à un engagement ?

Enfin, si la victoire est encore possible, encore faut-il la comprendre. « La manière dont on définit la victoire est cruciale pour que l'État y parvienne »⁸. Une mauvaise interprétation, insuffisante ou fautive, affaiblirait la capacité des chefs politiques à utiliser efficacement la force, par « une paralysie des processus décisionnels, la perte de soutien interne et externe, une escalade de la violence d'après-guerre, des

⁷ N. Normand, S. Michailof, « Au Mali, la France doit conditionner ses efforts militaires à une réforme de l'État », *Le Figaro*, sans date, en ligne <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/au-mali-la-france-doit-conditionner-ses-efforts-militaires-a-une-reforme-de-l-etat-20210214> (consulté le 16 février 2021)

⁸ W.C. Martel, « Victory in scholarship on strategy and war », *Cambridge Review of International Affairs*, Routledge, 1 septembre 2011, vol. 24, n° 3, p. 513-536, DOI:10.1080/09557571.2011.617356. « How one defines victory is crucial to whether the state achieves it », traduction de l'auteur.

triomphes à la Pyrrhus et, en fin de compte, l'échec de la politique étrangère. »⁹

Qu'est-ce que la victoire ?

« Le chef vers qui la Victoire pointe sa main d'or est celui qui franchit l'arc de triomphe en foulant aux pieds les vaincus affligés. Cependant, même vainqueur, il n'a jamais vu son vrai visage. »¹⁰ font remarquer les colonels chinois L. Qiao et X. Wang dans leur ouvrage remarqué *La guerre hors limites*.

Alors, comment la comprendre si on ne peut la voir ? Les théories des relations internationales, butant sur le terme, semblent avoir botté en touche : il n'existe tout simplement pas de définition consensuelle du mot « Victoire ». La définition la plus communément admise est que la victoire est la « situation qui résulte de l'acquisition de la supériorité dans un conflit et du renoncement de l'adversaire à prolonger toute résistance »¹¹.

La victoire transforme une domination en résultat politique. Elle se situe donc au niveau stratégique. Convertissant un résultat militaire en résultat politique, elle relève avant tout du niveau stratégique de la conduite de la guerre. Au niveau tactique et opératif, il est plutôt fait mention de « succès »

⁹ R. Mandel, « Reassessing Victory in Warfare », 2007, en ligne <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0095327X06295515?journalCode=afsa> (consulté le 9 février 2021) : « Inadequate understanding of the complexities surrounding victory can result in decision-making paralysis, loss of internal and external support, escalating postwar violence,4 pyrrhic triumphs, and ultimately foreign policy failure. », traduction de l'auteur.

¹⁰ L. Qiao, X. Wang, *La guerre hors limites*, Payot & Rivages, 2003

¹¹ T. de Montbrial, J. Klein, *Dictionnaire de stratégie*, Presses universitaires de France, 2000

(succès tactiques, succès opératifs).

La victoire impossible : on ne peut plus gagner les guerres aujourd'hui

La remise en cause de la victoire n'est pas nouvelle. Déjà au début du XIX^{ème} siècle, Georg Wilhelm Friedrich Hegel, le grand philosophe de la pensée historique, affirmait, à propos de Napoléon et de sa conquête de l'Espagne : « On n'a jamais remporté de plus grandes victoires, jamais exécuté de plus grands coups de génie ; toutefois jamais l'impuissance de la victoire n'apparut plus clairement qu'alors »¹². Mais, en 2020, Gaïdz Minassian porte une charge encore plus virulente contre le concept même de victoire : « La victoire appartient à l'ancien monde et est devenue un corps étranger au XXI^{ème} siècle »¹³.

Pourtant le recours aux armes perdure. En effet, « au regard des données disponibles, il semble qu'il soit bien trop tôt pour parler de déclin irréversible de la propension à la guerre ».¹⁴ Au cours des dernières décennies, les conflits armés de tous types se sont multipliés, même s'ils parviennent rarement à une issue décisive. Les tensions et la lutte ressurgissent après une période de calme plus ou moins longue.

S'interroger sur la question de la victoire est d'autant plus pertinent que la France est engagée sur de nombreux théâtres tant dans la bande sahélo-

¹² G.W.F. Hegel, *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, Vrin, 1979

¹³ G. Minassian, *Les sentiers de la victoire*, *op. cit.* note 6

¹⁴ C.-P. David, O. Schmitt, *La Guerre et la Paix: Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences Po, 1 octobre 2020.

saharienne (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) qu'au Moyen-Orient (Syrie, Irak), et en Afrique (République centrafricaine). Si le déclenchement initial des opérations frappe par son efficacité, due notamment à une chaîne décisionnelle particulièrement efficace, l'allongement des déploiements et la relative incapacité à aboutir sur des résultats décisifs font naître un doute sur la capacité des armées à vaincre, posant *in fine* la question même de l'utilité de l'emploi des forces armées.

En effet, faut-il engager des troupes si « le rendement politique de la victoire est aujourd'hui marginal »¹⁵ comme le souligne Vincent Desportes ? Faut-il croire en la force si « la victoire semble plus mythique que réelle »¹⁶ ?

La victoire relèverait aujourd'hui plus du mythe que d'une réalité atteignable. Faut-il alors bannir le terme même comme le propose le maître de conférences C. O'Driscoll ? « Une solution à cette énigme serait de sortir le mot Victoire de nos vocabulaires. C'est-à-dire, cesser simplement d'en parler ».¹⁷

Politiques et militaires doivent se réapproprier la victoire

La guerre aura encore un bel avenir selon les mots de

¹⁵ V. Desportes, *La guerre probable: penser autrement*, Economica, 2007

¹⁶ C. O'Driscoll, « Don't believe the movies. In modern warfare, victory is a myth », *Scroll.in*, <https://scroll.in>, 2020, en ligne <https://scroll.in/article/948593/dont-believe-the-movies-in-modern-warfare-victory-is-a-myth> (consulté le 15 décembre 2020). Traduction de l'auteur : « Victory appears more mythical than real. »

¹⁷ *Ibid.*, Traduction de l'auteur : « One solution to this conundrum would be to strike victory from our vocabularies. That is, to simply cease talking about it. ».

Philippe Delmas¹⁸. Tant que l'homme, comme le rappelle Hobbes, essaiera d'imposer sa volonté sur les autres, la guerre ou l'état de violence sera un recours. Tant qu'il y a guerre, il y aura victoire.

Et cette victoire, si nous ne la revendiquons pas, d'autres le feront : nos ennemis. La victoire nous échappera alors définitivement. Dès lors il faut redéfinir la victoire aujourd'hui, même si elle semble un concept plus compliqué à définir qu'il n'y paraît. Elle présuppose la réalisation d'objectifs militaires et politiques, et au-delà, l'imposition de sa volonté à l'adversaire, qui doit accepter un nouvel état de fait. A ce titre, elle apparaît donc comme un concept plus subjectif qu'objectif.

Le chemin vers une compréhension de la victoire

Pour tenter d'approcher le concept de victoire, nous allons partir des différentes définitions de la guerre chez Clausewitz, dont chacune fait émerger un type de stratégie différent vers la victoire. Ces visions différentes de la guerre et de la stratégie seront *in fine* autant de prismes qui nous conduiront à reconstruire la mosaïque de la victoire. La question de la mesure de la victoire sera ensuite posée : qui décide de la victoire, et selon quels critères ? Cette recherche de la compréhension et de la mesure de la guerre permettra alors de dégager quelques enseignements pour les stratèges d'aujourd'hui, et de retrouver par la même le chemin de la victoire.

¹⁸ P. Delmas, *Le bel avenir de la guerre*, GALLIMARD, 1997

1. COMPRENDRE LA VICTOIRE

Comment comprendre la victoire ?

Nous avons vu que la victoire n'a pas été définie consensuellement, ni par les théoriciens des relations internationales, ni par les stratèges et les stratégestes. Comme la victoire est fille de la guerre et de la stratégie, ce mémoire propose de partir à la recherche de la victoire par le chemin de la guerre. Mais, de quelle définition de la guerre partir ?

La tâche ne sera pas aisée car, comme pour la victoire, « il n'existe pas de consensus sur une définition »¹⁹ de la guerre. Le droit international contemporain évite le mot, et parle ainsi de « conflit armé international » ou de « conflit armé non international ».

D'où partir alors ? Carl von Clausewitz occupe une place tout à fait particulière parmi les penseurs du fait guerrier²⁰. C'est Raymond Aron qui résume le mieux la teneur de ses travaux sur l'art de la guerre : « Romantique et raisonnable, impitoyable en ses analyses et d'une sensibilité frémissante, pauvre au milieu des riches, frustré de la gloire à laquelle il aspirait, Clausewitz appartient à la lignée des Thucydide et des Machiavel qui, grâce à leur échec dans l'action, trouvent le loisir et la résolution d'élever au niveau de la conscience claire la théorie d'un art

¹⁹ C.-P. David, O. Schmitt, *La Guerre et la Paix*, *op. cit.* note 14

²⁰ On peut notamment citer la thèse du général Benoît Durieux, *Clausewitz et la réflexion sur la guerre en France, 1807-2007* (Thèse de doctorat, Paris, EPHE, 1 janvier 2007, en ligne <https://www.theses.fr/2007EPHE4184>), qui développe la réception de Clausewitz en France, c'est à dire la façon dont il a été lu, compris, interprété, critiqué ou ignoré.

qu'ils ont imparfaitement pratiqué. »²¹ Il semble donc légitime de partir de la définition de la guerre tirée de son fameux traité.

Comment le stratège prussien la définit-il ?

1.1. La victoire, fille de la guerre et de la stratégie

1.1.1. Définition de la guerre chez Clausewitz

Selon le mot de Clausewitz, la guerre est « un véritable caméléon », notamment par les formes qu'elle peut prendre (irrégulière, totale, hybride, contre-insurrectionnelle, de haute intensité, de guérilla, etc.). Si sa forme varie, sa nature, elle, serait invariable et pourrait donc être définie en peu de mots.

Cependant, le traité recèle à lui seul plus de quatre définitions : étudions-les avant d'en dégager les conclusions qui s'imposent pour comprendre la victoire.

1^{ère} définition : la guerre est « un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté »²².

La guerre comporterait donc deux facettes :

- un « acte de violence pour contraindre », c'est-à-dire un combat, un rapport de force matériel ;
- une « lutte de volonté », à savoir une épreuve psychologique, un duel des intelligences.

²¹ R. Aron, *Penser la guerre, Clausewitz (Tome 1) - L'âge européen*, Editions Gallimard, 1 juillet 2017

²² C. Clausewitz (von), *De la guerre (Livre 1)*, Flammarion, 21 mai 2014

La guerre serait donc une relation dans la violence entre deux acteurs politiques, qui luttent, au travers des affrontements sanglants, et ce faisant, tentent d'atteindre et d'ébranler la volonté de combattre de l'autre.

Ainsi définie, la guerre pourrait conduire à une ascension aux extrêmes: l'acteur politique A veut l'emporter sur l'acteur politique B, et engage les forces nécessaires pour arriver à ses fins. L'acteur B, dans ce duel à mort, engage des moyens supplémentaires pour vaincre: c'est l'ascension aux extrêmes. Mais cette ascension est limitée car les fins politiques recherchées par les acteurs A et B sont elles-mêmes limitées. En tant que motif originel de la guerre, **la politique sera également la mesure de l'objectif de la guerre mais également des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.** En effet, si l'objectif de l'action militaire se met au niveau de la fin politique, cette action décroîtra en fonction de la visée politique. Ainsi, selon l'ambition politique, il est donc logique qu'il existe des guerres aux ambitions différentes, et donc d'importances variables, de la guerre d'observation à la guerre d'anéantissement.

Cette même logique, qui freine l'ascension aux extrêmes, explique également que l'une ou l'autre des forces en présence, voire les deux, en viennent à cesser les combats pour finaliser un accord politique après négociations. Cela peut être dû à plusieurs facteurs, non exclusifs les uns des autres :

- la supériorité de la défense sur l'attaque (défendue par Clausewitz au début XIX^{ème} siècle, mais que l'on retrouve dans les rapports de force préconisés aujourd'hui lors des phases d'attaque

- ou de défense²³);
- l'incertitude sur la volonté de l'autre, qui rend les chances de succès très imprévisibles. Dès lors, le politique peut hésiter à jouer à ce jeu de hasard, consistant à se soumettre aux aléas de la guerre pour des gains incertains ;
- les intérêts engagés.

Retenons cette première définition, la guerre comme « acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté », qui servira de premier prisme pour comprendre la victoire.

2^{ème} définition : la guerre est « la continuation de la politique par d'autres moyens »²⁴.

C'est « la Formule », selon le mot de Raymond Aron dans son ouvrage phare sur le penseur prussien, *Penser la guerre, Clausewitz*²⁵. Tirée du chapitre 1 du Livre I du *Traité de la Guerre*, livre considéré comme le plus abouti, c'est probablement la phrase qui, à tort²⁶ ou à raison, a été le plus décortiquée, analysée, mais également rejetée voire renversée²⁷.

Cette formule a été l'objet de discussions les plus

²³ Le général Yakovleff, dans *Tactique théorique*, Economica, 2006, préconise ainsi que « pour une attaque à la bonne pointure, la proportion s'établit aux alentours de 1/3 – 2/3 ».

²⁴ C. Clausewitz (von), *De la guerre (Livre 1)*, op. cit. note 22

²⁵ R. Aron, *Penser la guerre, Clausewitz (Tome 1) - L'âge européen*, op. cit. note 21

²⁶ Ainsi, pour Elie Baranets, cette réflexion intuitive n'est pas précieuse en soi : « nul n'a contesté ou ne constatera l'affirmation triviale selon laquelle la prise en compte de la politique est nécessaire à la compréhension de la guerre », entretien en date du 2 janvier 2021.

²⁷ Voir notamment P.J.-V. Holeindre, « Violence, guerre et politique », 2011, p. 13

après, car en fait elle contient « trois définitions possibles de la guerre, qui, bien que différentes, coexistent dans l'œuvre de Clausewitz »²⁸ :

- la guerre comme « instrument politique » ;
- la guerre comme « confrontation violente des armées »
- la guerre comme « forme que peuvent prendre les interactions bilatérales entre groupes organisés ».

La guerre comme « instrument politique »

L'existence de trois définitions provient en premier lieu du fait que Clausewitz ne définit jamais clairement dans son Traité le mot « politique », qui peut être entendu d'au moins deux façons : politique dans le sens « d'acteur politique » ou dans le sens de « relations politiques entre deux entités ».

Dans un premier temps, Clausewitz conçoit la politique comme « **l'intelligence de l'État personnifié** » (chapitre 1 du Livre I) ou **l'objet « représentant de tous les intérêts de la communauté entière »** (chapitre 6 du Livre VIII). Cette conception, centrée sur l'acteur et non la relation, fait de la politique un synonyme de « l'équivalent de ce que les auteurs d'aujourd'hui appellent *intérêt national* »²⁹.

La lecture de ces deux citations pousse Raymond Aron à considérer que Clausewitz utilise le terme de «

²⁸ A. Schu, « Qu'est-ce que la guerre ? », *Revue française de science politique*, 7 juin 2017, vol. Vol. 67, n° 2, p. 291-308

²⁹ R. Aron, *Penser la guerre, Clausewitz (Tome 1) - L'âge européen*, op. cit. note 21

politique » comme « l'équivalent de ce que les auteurs d'aujourd'hui appellent *intérêt national* »³⁰. Avec cette compréhension de la politique, la guerre apparaît alors comme non « seulement un acte politique, mais un véritable instrument politique »³⁰.

La guerre serait un outil, un instrument au service du pouvoir politique. L'entité politique adverse n'est alors qu'un prétexte, un support à l'outil « guerre », ce qui n'empêche pas l'ennemi de se servir également de cet outil. Pour imaginer cette situation, nous pouvons imaginer deux chefs d'Etat qui entretiennent une lutte sans fin entre leurs pays respectifs pour assoir leur stature : ils ont désigné un ennemi³¹ et se posent en rempart contre la défaite. La guerre est l'outil de leur légitimation.

Ainsi, en comprenant dans la Formule le mot « politique » comme « l'intelligence de l'Etat personnifié » ou comme « l'intérêt général », il semble que Clausewitz ait tout d'abord défini la guerre comme « un instrument politique », convocable par le pouvoir en place, de façon unilatérale ou non, pour arriver à ses fins. Un Etat peut choisir de recourir à la guerre quand il la considère comme l'instrument le plus adapté pour atteindre son objectif. Raymond Aron précise que « l'instrument par définition, ou l'outil, sert à quelque chose, il est utilisé en vue de quelque chose. Ainsi la guerre en vue de la fin que lui

³⁰ C. Clausewitz (von), *De la guerre (Livre 1)*, op. cit. note 22

³¹ « La distinction spécifique du politique [...], écrit Carl Schmitt, c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi. Elle fournit un principe d'identification qui a valeur de critère » dans C. Schmitt, *La Notion de politique: Théorie du partisan*, Calmann-Lévy, 1972

dicte la politique »³².

Retenons cette deuxième compréhension de la guerre, « la guerre vue comme un moyen », comme deuxième prisme pour notre compréhension de la victoire.

Cependant, le philosophe de la guerre n'a pas adopté cette définition du politique tout au long de son traité. Le sens du mot varie au fil de l'ouvrage, donnant un sens tout autre à la guerre.

La guerre comme « relation conflictuelle »

Pour comprendre toutes les facettes de la guerre, il nous faut comprendre en quoi le mot « politique » varie-t-il de sens tout au long du traité ? Reprenons deux formulations assez proches de la fameuse Formule :

- chapitre 1 du livre I : « la guerre est « la continuation de la **politique** par **d'autres moyens** » ;
- chapitre 6 du livre VIII : « la guerre n'est rien d'autre que la continuation **des relations politiques, avec l'appoint d'autres moyens.** »

La première variation est le passage du mot « politique » à « relations politiques ». La politique ne peut donc plus être vue comme « l'intelligence de l'État personnifié » ou « l'intérêt général », car la politique est maintenant présentée comme une « relation » entre deux acteurs politiques. Nous revenons à l'idée de duel de notre première définition. La guerre est un dialogue fait de violence

³² R. Aron, *Sur Clausewitz*, Editions Complexe, 2005

entre deux acteurs : « Nous voyons donc que la guerre n'est pas seulement un acte politique, mais un véritable instrument politique, **une poursuite des relations politiques**, une réalisation de celles-ci par d'autres moyens »³³.

La guerre ne peut plus être un moyen au service du prince, du chef d'Etat seul. Elle comporte d'abord une nature interactionnelle : la guerre est une conversation, létale certes, mais un échange avec l'autre : « La guerre n'est rien d'autre qu'un duel à une plus vaste échelle »³⁴.

Cette définition, fondée sur la relation à l'autre fait écho à de nombreuses définitions de la guerre qui mettent en avant cette « relation » :

- « **contact** violent **entre** entités distinctes mais similaires »³⁵ ;
- « lutte armée **entre** ennemis aux buts politiques irréconciliables ou incompatibles »³⁶ ;
- « un conflit **entre** États souverains dont le but vise à obtenir par la force la soumission de l'adversaire, conflit qui met en jeu des forces organisées militairement et qui est soumis à certaines règles du début à la fin des hostilités »³⁷ ;
- « l'usage de la force armée **pour dénouer une situation conflictuelle entre deux** ou plusieurs

³³ C. Clausewitz (von), *De la guerre (Livre 1)*, op. cit. note 22

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Q. Wright, L.L. Wright, *A Study of War*, University of Chicago Press, 15 novembre 1983

³⁶ P.M. Defarges, *La politique internationale*, Hachette, 1990

³⁷ A.L. Bras-Chopard, *La guerre: théories et idéologies*, Montchrestien, 1994

- collectivités politiquement organisées »³⁸ ;
- « un conflit armé **entre des États ou des nations**, ou entre des groupes identifiés et organisés d'une taille et d'un caractère significatifs, pouvant également inclure des hostilités armées qui tendent vers le conflit ouvert »³⁹ ;
 - « **une forme de relation politique**, une continuation de la **politique étrangère** qui commence lorsque la force est introduite pour atteindre nos fins »⁴⁰ ;
 - « La guerre est la lutte armée **entre** groupements organisés »⁴¹.

La guerre met donc en relation deux entités politiques qui échangent, de façon violente. Elle implique donc un ennemi, « un ennemi actif poursuivant en pleine conscience un but destructeur. Elle implique réciprocité d'action volontaire » selon Gaston Bouthoul⁴². **En résumé, « la guerre est une forme des rapports humains. »**⁴³ selon Clausewitz.

Nous pourrions nous arrêter là sur la Formule et garder l'idée de la guerre comme la relation conflictuelle entre deux entités politiques, comme « l'interaction de deux groupes organisés recourant l'un contre l'autre à la violence »⁴⁴. Mais allons plus

³⁸ F. Géré, *Dictionnaire de la pensée stratégique*, FeniXX, 1 janvier 2000

³⁹ A.C. Grayling, *War: An Enquiry*, Yale University Press, 1 janvier 2017

⁴⁰ J.S. Corbett, *Some Principles of Maritime Strategy*, Naval Institute Press, 1988

⁴¹ G. Bouthoul, *Les guerres, éléments de polémologie: méthodes, doctrines et opinions sur la guerre, morphologie, éléments techniques, démographiques, économiques, psychologiques, périodicité*, Payot, 1951

⁴² G. Bouthoul, *Traité de polémologie: sociologie des guerres*, Payot, 1991

⁴³ C. Clausewitz (von), *De la guerre (Livre 1)*, *op. cit.* note 22

⁴⁴ A. Schu, « Qu'est-ce que la guerre ? », *op. cit.* note 28, p. 291-308

loin et essayons de comprendre la nature de cette interaction.

Revenons à la Formule, en nous focalisant sur la deuxième partie des définitions proposées :

- chapitre 1 du livre I : « la guerre est « la continuation de la politique par **d'autres moyens** » ;
- chapitre 6 du livre VIII : « la guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques, **avec l'appoint d'autres moyens.** »

On note qu'entre le chapitre 1 du livre I et le chapitre 6 du livre VIII un glissement: le « par d'autres moyens » glisse vers un « avec l'appoint d'autres moyens ». Ce glissement sémantique offre la possibilité de voir la relation de trois manières différentes.

La guerre comme « affrontement violent de deux armées »

Tout d'abord nous pourrions comprendre les mots « par d'autres moyens » comme une **alternative** : dans le dialogue entre deux entités politiques, quand la guerre commence, la violence remplace toutes les interactions entre eux (diplomatiques, commerciales, etc.). Seule la violence armée que représente la guerre constitue le dialogue entre les entités.

Ensuite « par d'autres moyens » peut être compris comme une **addition**. Dans le dialogue entre les entités politiques, quand la guerre commence, les interactions habituelles se poursuivent, mais sont complétées par une forme violente et sanglante de dialogue. Dans ce cadre, la guerre serait comprise

comme uniquement la part ajoutée dans le dialogue, celle de la violence armée, et n'inclurait pas les autres formes d'échanges.

Enfin « par d'autres moyens » peut être compris comme une **modification complète de l'échange** entre deux entités politiques. L'adjonction d'un dialogue violent et sanglant dans les échanges habituels du temps de paix modifie le dialogue lui-même : ce dialogue change de nom, prenant le nom de guerre, incluant le duel des armes, incluant également les échanges diplomatiques, commerciaux, etc.

Nous le voyons, le glissement « par d'autres moyens » vers « avec l'appoint d'autres moyens » implique trois visions de la relation entre les entités politiques pendant la guerre.

Si la première forme de relation, la version « **alternative** », est possible conceptuellement, elle ne supporte pas l'analyse empirique. La décision de recourir au dialogue des armes ne bloque en aucune façon la possibilité de recourir aux formes non violentes d'échanges entre entités politiques. Elle peut donc être écartée de notre analyse.

Reste donc la relation qui voit la guerre comme l'« **addition** » d'une forme violente dans le dialogue et la relation qui voit la guerre comme une « **modification** » du dialogue, qui est transformé intégralement, prenant le nom de guerre. La guerre est une continuation des relations politiques, comprenant l'échange violent mélangé avec d'autres moyens. Les relations préexistantes ne sont pas abolies pas la guerre, mais sont englobées dans la

guerre.

En conclusion, de la Formule de Clausewitz, deux nouvelles définitions de la guerre émergent :

- la guerre est une interaction violente et sanglante entre les forces d'entités politiques opposées ;
- la guerre est le nom de la relation qu'entretiennent deux entités politiques opposées qui inclut un dialogue des armes.

Au terme de ce cheminement au sein du Traité, nous voyons donc que le concept de « guerre » peut être approché par le biais d'au moins trois définitions :

Définition 1 : la guerre est « un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté » ;

Définition 2 : la guerre est « un moyen à la disposition d'une entité étatique » ;

Définition 3 : la guerre est « l'interaction violente et sanglante entre les forces d'entités politiques opposées » ;

Définition 4 : la guerre est le nom de la relation qu'entretiennent deux entités politiques opposées qui inclut un dialogue des armes.

Nous le voyons, toutes ces définitions sont différentes et insistent sur un aspect bien particulier de la guerre : l'outil dans la main du politique, la relation vue comme un duel des armes, la relation vue comme un combat politique. De chacune de ces nuances, nous tirerons des conclusions pour comprendre la victoire.

Nous l'avons vu, ces nuances de guerre découlent de

l'ambiguïté que maintient Clausewitz tout au long de son traité. Si la guerre n'a pas été définie par son premier penseur, premier compris comme étant le plus reconnu, cette absence de définition se retrouve logiquement dans les nuances de stratégie et in fine, dans les nuances de victoire.

1.1.2. De la guerre vers la victoire, rôle de la stratégie

Pour tenter d'approcher la notion de stratégie, nous allons partir des différentes définitions de la guerre que nous avons vues chez Clausewitz. Il ne s'agira donc pas ici de tenter d'établir une ultime définition de la stratégie. Plus modestement, il s'agira d'essayer de comprendre, à l'instar de notre cheminement de la définition de la guerre chez Clausewitz, les compréhensions de la stratégie pour en dégager les facettes de la victoire. Nous verrons que, pour chaque définition, nous pourrions trouver une compréhension différente de la stratégie, dont émaneront autant de pièces qui nous serviront à remodeler la mosaïque de la victoire.

Définition 1: la guerre est « un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté ».

Nous l'avons vu, cette définition met l'accent sur l'acte de violence pour contraindre. Pour gagner cette guerre, la stratégie doit donc porter sur cette violence, cette force, dans le but de neutraliser la volonté de combattre de l'entité politique adverse. Une des définitions données par André Beaufre à la stratégie correspond parfaitement à ce chemin vers la victoire : la stratégie est « l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur

conflit. Son but est d'atteindre la décision en créant et en exploitant une situation entraînant une désintégration morale de l'adversaire suffisante pour lui faire accepter les conditions qu'on veut lui imposer »⁴⁵

La stratégie repose donc sur l'exploitation de la force armée à des fins politiques. Elle vise à élaborer un plan afin de prendre l'ascendant sur l'adversaire afin d'atteindre l'objectif visé. Le vainqueur est le dernier qui préserve sa volonté de combattre.

La guerre vue comme « un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté » met en évidence la stratégie comme « l'art de la dialectique des volontés ». La victoire apparaît donc quand une des entités politiques perd sa volonté de combattre. Retenons ces premières constatations pour notre compréhension finale de la victoire.

Définition 2 : la guerre est « un moyen à la disposition d'une entité étatique »

Cette définition rappelle que la guerre est un outil, dans la main d'une entité politique. Avec cette définition de la guerre, le chemin vers la victoire qu'est la stratégie ne porte donc pas sur l'ennemi, sur le duel des volontés évoqué précédemment.

Comme la guerre est vue comme un moyen, sa finalité et la stratégie pour arriver aux fins politiques se concentrent uniquement sur l'entité politique qui

⁴⁵ A. Beaufre, *Introduction à la stratégie*, Hachette Littératures, 1998

initie le conflit. La stratégie peut alors être vue comme « l'art de faire concourir la force pour atteindre les buts de la politique » comme le définit le général Beaufre dans une autre définition de la stratégie⁴⁶. En 1967, Liddell Hart poursuit et définit la stratégie comme l'art de « coordonner et diriger toutes les ressources de la nation ou d'une coalition, afin d'atteindre l'objet politique de la guerre »⁴⁷. Le général anglais Bernard Montgomery, lecteur de Liddell Hart, ajoute que « la stratégie est l'art de disposer et d'utiliser les moyens militaires, tels que les forces armées et leurs approvisionnements, pour atteindre le but de la politique »⁴⁸.

Si la guerre est un outil du politique, la stratégie n'apparaît donc finalement que comme la manière de manier cet outil, dans un objectif politique : elle est « le recours à la force, ou la menace d'emploi de la force, pour accomplir des objectifs politiques »⁴⁹.

En fin de compte, pour le politique, « la stratégie est l'art de créer de la puissance »⁵⁰. Voyant la guerre comme un outil, cette définition de la guerre fait de la stratégie non un levier pour contraindre un ennemi, mais un outil pour arriver aux fins politiques. C'est « l'art de diriger la force vers les fins à atteindre »⁵¹ comme le définit Julian Corbett en 1911.

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ B.H.L. Hart, *Stratégie*, Librairie Académique Perrin, 12 mars 2015

⁴⁸ B. Montgomery, *Histoire de la guerre*, Editions France-Empire, 1970

⁴⁹ C.S. Gray, P.E. of S.S.C.S. Gray, *Modern Strategy*, Oxford University Press, 1999

⁵⁰ L. Freedman, *Strategy: A History*, Oxford University Press, 26 août 2015

⁵¹ J.S. Corbett, *Some Principles of Maritime Strategy*, *op. cit.* note 40

Si la guerre est « un moyen à la disposition d'une entité étatique », la stratégie est alors « l'art de diriger la force vers les fins à atteindre ». Dès lors, quelle victoire au bout de cette stratégie ? La définition de Corbett donne un premier indice : « les fins à atteindre » devront avoir été fixées par le politique et leur atteinte sera la victoire.

Définition 3 : la guerre est « l'interaction violente et sanglante entre les forces d'entités politiques opposées ».

Cette définition, qui ne voit la guerre que comme le nom donné au dialogue violent entre deux entités politiques, en addition des échanges préexistants au conflit, donne à la stratégie une définition assez militaire, qui n'englobe que l'action purement militaire. C'est, pour Joly de Maizeroy, la « science du général ». L'archiduc Charles de Habsbourg complète : « *La stratégie est la science de la guerre.* Elle établit le plan, elle englobe et détermine la marche des entreprises militaires ; elle est à proprement parler la science du commandant en chef. [...] Les projets stratégiques décident de l'issue heureuse ou malheureuse d'une opération organique, d'une campagne, de toute une guerre. Ils déterminent le *moment* de la bataille ; ils la préparent par les combinaisons les plus favorables ; ils définissent par avance les résultats de la victoire et assignent leurs limites à des événements contraires. Ils peuvent être détruits par des fautes tactiques [...] mais plus souvent encore ils corrigent les désavantages engendrés par

des maladresses tactiques. »⁵²

Science du commandant en chef, en charge du choix du lieu et du moment de la bataille, cette définition de la guerre fait de la stratégie la méthode qui permet de remporter la victoire purement militaire.

Dans ce cadre, la finalité de la stratégie, la victoire, est alors purement militaire : est victorieux celui qui remporte ses buts militaires (*Ziele*).

Définition 4 : la guerre est le nom de la relation qu'entretiennent deux entités politiques opposées incluant le dialogue par les armes.

Cette définition voit la guerre comme l'ensemble des relations entre deux entités politiques quand le dialogue qu'ils entretiennent inclut un dialogue violent, par les armes. La guerre porte donc sur tout le spectre de l'échange : la stratégie que cette définition implique s'appliquera donc sur ce même spectre. Pour Edward N. Luttwak, elle est ainsi « la conduite et les conséquences des relations humaines dans le contexte d'un conflit armé effectif ou éventuel »⁵³.

Les relations étant préexistantes entre les entités politiques, au contraire du seul duel armé, la stratégie préexiste à la guerre et dépasse donc le cadre temporel de l'affrontement armé, car « le commerce entre nations ne s'arrête pas le jour où la poudre commence de parler, la phase belliqueuse s'insère dans une continuité de relations toujours commandées par les intentions des collectivités les

⁵² L'archiduc Charles de Habsbourg *Principes de la stratégie*, 1813.

⁵³ E.N. Luttwak, *Le grand livre de la stratégie: de la paix et de la guerre*, Odile Jacob, 2002

unes à l'égard des autres.»⁵⁴. Quelle conséquence pour la stratégie ?

Pour John Baylis et James Wirtz, « la stratégie est applicable en temps de paix comme en temps de guerre. Elle va au-delà de l'étude des guerres et des campagnes militaires. Elle requiert donc la connaissance à la fois des opérations militaires mais aussi de la politique »⁵⁵. Le Dictionary of United States Military Terms for Joint Usage la définit comme « l'art et la science de développer et d'utiliser les forces politiques, économiques, psychologiques et militaires, en temps de paix comme en temps de guerre [...], afin d'accroître les probabilités de la victoire et ses conséquences favorables et de réduire les risques d'une défaite. »⁵⁶

En 1939, l'amiral français Raoul Castex définit le concept de « stratégie générale », qui est « l'art de conduire, en temps de guerre et en temps de paix, l'ensemble des forces et des moyens de lutte d'une nation »⁵⁷, notamment en « coordonnant les stratégies particulières, celles de divers secteurs de la lutte : politique, terrestre, maritime, aérien, économique, colonial, moral... »⁵⁸.

Si la stratégie recouvre l'ensemble des relations,

⁵⁴ R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962

⁵⁵ J. Baylis, J.J. Wirtz, C.S. Gray, *Strategy in the Contemporary World: An Introduction to Strategic Studies*, Oxford University Press, 2016

⁵⁶ Anonyme, *Dictionary of United States Military Terms for Joint Usage (short Titel: JD)*, 1964

⁵⁷ R. Castex, *Théories stratégiques ...*, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1939

⁵⁸ *Ibid.*

comment la distinguer de la diplomatie ?

Dans son *Dictionnaire amoureux de la géopolitique*, l'ancien ministre des affaires étrangères Hubert Védrine donne sa vision de la diplomatie : « Disposer d'un autre moyen que la guerre, les batailles et la violence pour régler les conflits et donc d'un canal pour parler : c'est l'idée fondatrice de la diplomatie. »⁵⁹ Une des facettes de la diplomatie est donc d'être l'art de convaincre, avec des arguments ne comprenant pas le dialogue des armes entre entités politiques. Attention : si les armes ne parlent pas, la violence peut tout de même être présente. La force n'est pas employée ouvertement mais « la violence est souvent présente clandestinement sous la forme de pressions, de menaces et de peur savamment entretenue »⁶⁰.

A partir du moment où ces entités politiques échangent par le biais des armes, elles cherchent toujours à convaincre, mais un des arguments principaux devient la contrainte de la force. « En ce sens, la diplomatie peut être dite l'art de convaincre sans employer la force, la stratégie l'art de vaincre aux moindres frais. Mais la contrainte est aussi un moyen de convaincre. »⁶¹. En vainquant, un acteur convainc l'autre.

La distinction entre la diplomatie et la stratégie est donc toute relative. Diplomatie et stratégie représentent deux facettes complémentaires de l'art politique. « Si, par définition, la stratégie, conduite

⁵⁹ H. Védrine, *Dictionnaire amoureux de la géopolitique*, Place des éditeurs, 11 février 2021

⁶⁰ J. Freund, *Qu'est-ce que la politique?*, Seuil, 1978

⁶¹ R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, *op. cit.* note 54

des opérations militaires, ne joue pas quand les opérations n'ont pas lieu, les moyens militaires sont partie intégrante des instruments qu'utilisent les diplomates.»⁶² Il y a donc une sorte de dualité complémentaire entre stratégie et diplomatie.

Quelle victoire découle de cette vision de la stratégie ?

Enfin, la guerre, vue comme le nom de la relation qu'entretiennent deux entités politiques opposées, incluant le dialogue des armes, fait de la stratégie l'art de convaincre par tous les moyens, dont la force. Dès lors, la victoire apparaît quand il ne s'agit plus de contraindre, mais de convaincre l'autre, c'est-à-dire lorsqu'il y a passage de la stratégie à la diplomatie.

Partant de compréhensions différentes de la guerre, nous pouvons conclure que la stratégie se définit de plusieurs façons, nous permettant chacune d'apercevoir une facette de la victoire : chacune de ces « formes de la stratégie » implique une notion de victoire différente, si du moins, nous faisons preuve d'optimisme.

D'autres, moins enthousiastes, affirment que ces visions nuancées de la guerre et de la stratégie brouillent la notion de victoire et que finalement, il conviendrait « probablement de renoncer à cette expression. »⁶³

⁶² *Ibid.*

⁶³ A. Schu, « Qu'est-ce que la guerre ? », *op. cit.* note 28, p. 291-308. L'auteur affirme qu'en concevant la guerre comme l'une des formes que prennent les relations entre

Pourtant, la victoire serait, selon Edward Luttwak, le « seul but de la stratégie » : « sa logique détermine quel sera le vainqueur, ses méthodes s'efforcent de définir comment vaincre et ses contraintes définissent les limites de la victoire »⁶⁴. Avec notre compréhension de la guerre et de la stratégie, nous pourrions donc comprendre ce qu'est la victoire. Pour y voir plus clair, regardons ce que ces définitions de nous disent de la victoire.

En définitive, que signifie vaincre, gagner une guerre ?

1.2. Ce que ces définitions de la guerre et de la stratégie nous disent de la victoire

« Une victoire racontée en détail, on ne sait plus ce qui la distingue d'une défaite »⁶⁵ écrivait Jean-Paul Sartre en 1951 dans sa pièce *Le diable et le bon Dieu*. Tentons de faire mentir cette citation, en détaillant les composantes de la victoire à partir de notre compréhension de la guerre et de la stratégie.

Commençons avec notre première définition de la guerre, à savoir l'« acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté ». Nous avons vu que le modèle de stratégie qui découle de cette vision est une stratégie, comme « art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit ». Le but est d'atteindre la

groupes organisées, la victoire n'est pas envisageable car « un acteur ne peut pas gagner les rapports qu'il entretient avec un autre acteur. En conséquence, il nous faudrait logiquement admettre que la guerre, pas plus que la paix, ne saurait être gagnée ».

⁶⁴ E.N. Luttwak, *Le grand livre de la stratégie*, op. cit. note 53

⁶⁵ J.-P. Sartre, *Le Diable Et Le Bon Dieu*, Taylor & Francis, 1951

décision en créant et en exploitant une situation entraînant une désintégration morale de l'adversaire suffisante pour lui faire accepter les conditions qu'on veut lui imposer. « La guerre n'est pas terminée « tant que la volonté de l'ennemi n'est pas jugulée, c'est-à-dire tant que son gouvernement et ses alliés ne sont pas décidés à signer la paix ou son peuple à se soumettre ». ⁶⁶

La victoire se situe alors quand la dialectique des volontés voit émerger un vainqueur et un vaincu par :

- une supériorité sur une majorité des niveaux de la guerre. Cette supériorité ne signifie pas forcément des succès tactiques, ou une supériorité marquée sur le terrain. Nous y reviendrons.
- un adversaire suffisamment ébranlé pour ne pas vouloir poursuivre la lutte.

La victoire peut alors se définir comme « **la situation qui résulte de l'acquisition de la supériorité dans un conflit, et du renoncement de l'adversaire à prolonger toute résistance** »⁶⁷. La victoire s'appuie donc sur plusieurs niveaux de la guerre : les niveaux tactiques et opératifs, où la supériorité par la force est acquise (et où on ne parle pas de victoire, mais plutôt de succès tactiques et opératifs), et les niveaux stratégiques et politiques où les réussites militaires ont neutralisé la volonté de combattre de l'adversaire.

Cette supériorité sur plusieurs niveaux simultanés est

⁶⁶ R. Aron, *Sur Clausewitz*, op. cit. note 32

⁶⁷ F. Géré, *Dictionnaire de la pensée stratégique*, op. cit. note 38

complexe et donc forcément évanescence. Elle est à évaluer et à interpréter constamment, à tous les niveaux forcément interdépendants les uns des autres.

Cette supériorité est d'autant plus complexe à apprécier qu'elle ne signifie pas obligatoirement la victoire militaire sur le terrain. En cas de conflit interétatique, un Etat peut viser la victoire décisive sur le terrain si ses forces sont nettement supérieures en nombre et en qualité. Sa « stratégie peut viser à vaincre décisivement les forces armées de l'ennemi, afin de dicter ensuite à l'ennemi désarmé les termes de la paix victorieuse. »⁶⁸

Mais que se passe-t-il si les deux Etats sont sensiblement égaux en termes de forces militaires ? Que se passe-t-il en cas de guérillas où la destruction de l'autre est hautement improbable, que ce soit pour le guérillero ou le soldat régulier ? Une autre option s'impose pour les chefs politiques et militaires pour saper la volonté de combattre adverse : « les chefs de guerre peuvent encore se proposer de ne pas perdre, en décourageant la volonté de vaincre de la coalition supérieure. »⁶⁹. Ce découragement peut venir de la disproportion entre les moyens engagés et les résultats obtenus, tant militaires que politiques. **La supériorité n'est alors pas la supériorité par l'accumulation de succès tactiques ou opératifs, mais une supériorité résultant d'une meilleure efficacité entre moyens engagés et résultats militaires.**

C'est ce qui explique que les insurrections, déclenchées par des entités politiques n'ayant en

⁶⁸ R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit. note 54

⁶⁹ *Ibid.*

aucune façon le rapport des forces suffisant pour vaincre militairement finissent par emporter la décision. La victoire apparaissant quand l'un des deux belligérants a perdu sa volonté de combattre, elle peut avoir pour cause de multiples raisons :

- objectifs de guerre inaccessibles ;
- pertes militaires trop importantes (perte d'un territoire, perte de son potentiel militaire) ;
- déséquilibre entre les efforts déployés trop conséquents au regard des enjeux politiques ;
- dans une démocratie, perte du soutien de l'opinion publique.

En conclusion, partant de la guerre comprise comme un duel des volontés, nous pouvons retenir que la victoire peut être comprise comme la situation qui résulte de l'acquisition de la supériorité dans un conflit, et du renoncement de l'adversaire à prolonger toute résistance. Nous garderons à l'esprit que cette supériorité ne signifie aucunement la supériorité par l'accumulation de succès tactiques ou opératifs.

Etudions maintenant la victoire via le prisme de notre deuxième définition de la guerre, qui voit la guerre comme « un moyen à la disposition d'une entité étatique ». La guerre n'est pas vue comme un acte politique, mais comme un instrument, autrement dit comme un moyen de réaliser sa politique par un autre moyen. L'intention politique est la fin recherchée, l'usage de la force est l'outil. La stratégie adoptée visera alors, selon la définition de la stratégie proposée par Corbett à « diriger la force vers les fins à atteindre ».

Avec cette définition, la victoire se comprend comme la situation où l'une des entités politiques atteint par

la force le but qu'elle s'était fixée. Ce but peut être de multiples natures et peut viser un objectif tant externe (relations avec un autre Etat par exemple), qu'interne (un chef d'Etat pourrait ainsi se redonner une stature politique en se construisant une figure de « chef de guerre » en intervenant militairement hors de son territoire national).

Il faut bien comprendre le but politique, le but **de** guerre, comme distinct du but **dans** la guerre. Clausewitz distingue ainsi le *Ziel*, l'objectif stratégique militaire, du *Zweck*, l'objectif de guerre. Ce dernier justifie la guerre, les moyens que l'on y consacre et les sacrifices que l'on redoute, ce qui fera dire à Clausewitz, dans le Livre VIII de son traité qu'« aucune guerre ne débute, ou du moins ne devrait débiter, [...], sans que l'on ait trouvé une réponse à la question : que cherche-t-on à atteindre par et dans la guerre ? ».

Atteindre le *Ziel* sans rechercher le *Zweck* n'a pas de sens. Dans son ouvrage *On Strategy*, le colonel américain H. G. Summers rapporte ce dialogue qu'il a eu avec le Colonel Tu, chef d'une délégation nord-vietnamienne, à Hanoï en 1975 : « "Vous savez que vous ne nous avez jamais vaincus sur le champ de bataille", a déclaré le colonel américain. Le colonel nord-vietnamien a réfléchi un instant à cette remarque. "C'est peut-être vrai", a-t-il répondu, "mais c'est aussi hors de propos". »⁷⁰. Au final, seul l'atteinte du *Zweck* compte.

Comment comprendre alors l'erreur du général Summers ? Selon l'intensité de la guerre, selon les

⁷⁰ H.G. Summers, *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War*, Random House Publishing Group, 4 février 2009 : "You know you never defeated us on the battlefield," said the American colonel. The North Vietnamese colonel pondered this remark a moment. "That may be so," he replied, "but it is also irrelevant." Traduction de l'auteur.

moyens engagés, peuvent apparaître des confusions entre *Ziel* et *Zweck*: « plus vastes et plus puissants sont les motifs de la guerre (...) et plus se confondent l'objectif militaire et l'objectif politique, au point que la guerre semble n'avoir d'autre but que militaire, le but politique s'effaçant »⁷¹.

Mais, si le *Zweck* ne doit pas se confondre avec le *Ziel*, quelle est sa nature ? Sur quoi porte-t-il ? Selon Liddell Hart ce *Zweck* doit viser une meilleure « situation de paix »⁷², rappelant la sagesse d'Aristote : « nous ne faisons la guerre qu'afin de vivre en paix »⁷³.

En fin de compte, le moment de la victoire arrive quand l'entité étatique atteint plus ou moins les objectifs politiques qu'elle avait définis, et qui ont conduit à son entrée en guerre, ce qui fera dire à Clausewitz, dans le chapitre 2 du Livre VIII de son Traité que « personne ne commence une guerre ou plutôt, personne dans son sens ne devrait le faire, sans avoir d'abord été clair dans son esprit sur ce qu'il entend réaliser par cette guerre et comment il entend la mener ». Que ce soit pour une guerre civile ou une guerre interétatique, les peuples « prennent rarement, voire jamais, les armes (...) sans avoir l'intention d'obtenir un résultat préférentiel, même s'il ne s'agit que de la survie de leur propre groupe. »⁷⁴

Dès le départ doit donc être défini ce que l'on entend réaliser par la guerre. La victoire est alors la relation

⁷¹ C. Clausewitz (von), *De la guerre (Livre 1)*, op. cit. note 22

⁷² B.H.L. Hart, *Stratégie*, op. cit. note 47

⁷³ Aristoteles, J. Tricot, *Ethique à Nicomaque*, Vrin, 1959

⁷⁴ M. Howard, « When are wars decisive? (1999) », *Adelphi Series*, Routledge, 4 mai 2018, vol. 58, n° 472-474, p. 351-366, DOI:10.1080/19445571.2018.1721802

entre les objectifs annoncés et les résultats finaux du conflit. Il s'agira *a minima* de satisfaire ses propres objectifs, *a maxima* d'atteindre les siens et d'empêcher l'ennemi de réaliser les siens.

Nous avons donc vu que si nous considérons la guerre comme « un moyen à la disposition d'une entité étatique », la stratégie est alors « l'art de diriger la force vers les fins à atteindre ». La victoire intervient donc quand les objectifs politiques auront été réalisés. La victoire est l'atteinte de ses buts de guerre, de ses propres *Zweck*.

Notre troisième définition voyait la guerre une « l'interaction violente et sanglante entre les forces d'entités politiques opposées ». La guerre est la relation par les armes qu'entretiennent deux entités politiques. La stratégie qui en découle est relativement simple : il s'agira de « vaincre décisivement les forces armées de l'ennemi, afin de dicter ensuite à l'ennemi désarmé les termes de la paix victorieuse. »⁷⁵. Cela revient à atteindre ses *Zweck*, i.e. ses buts dans la guerre. Pour les atteindre, la destruction de la force armée ennemie reste le meilleur moyen selon Clausewitz, « le plus sûr et en tout cas l'élément essentiel ».

Le choc de la défaite militaire peut souvent suffire à terminer une guerre. Certains estiment même qu'il n'y a pas d'alternative possible, pour reprendre la célèbre phrase du général Douglas MacArthur en 1951 : « En temps de guerre, il ne peut y avoir de substitut à la

⁷⁵ R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit. note 54

victoire ».

Dans ce cadre, la finalité de la stratégie, la victoire, est alors purement militaire : est victorieux celui qui remplit ses buts de guerre (*Ziel*).

Notre quatrième et dernière définition voit la guerre comme le nom de la relation qu'entretiennent deux entités politiques opposées incluant un dialogue des armes.

Nous avons vu que cette définition de la guerre fait de la stratégie l'art de convaincre par tous les moyens, dont la force, qui persuade par la contrainte. Le dialogue des armes s'inclut alors dans l'ensemble des échanges entre les entités politiques en guerre. La victoire apparaît quand l'un des deux décide de cesser la relation armée, pour continuer le combat uniquement par des moyens autres que la force des armes.

Cette décision de cesser le combat doit être imposée : il faut donc que le belligérant soit en position d'infériorité pour admettre que rien ne sert de continuer le combat. La victoire s'obtient donc quand un camp prend l'ascendant psychologique et moral sur l'autre. La victoire militaire peut parfois suffire mais aujourd'hui plus qu'hier, la domination d'un camp doit dépasser le seul cadre militaire.

Cette assertion n'a rien de nouveau. Ainsi Clausewitz dans son traité, au chapitre 2 du livre I, analysait déjà les moyens destinés à accroître les chances de la victoire « sans qu'il y ait défaite des forces armées de l'ennemi ». Parmi ces moyens, il cite notamment le ralliement de nouveaux alliés ou la désagrégation de l'alliance de l'ennemi, qui tous deux visent à modifier le rapport des forces sans attaquer l'armée adverse.

Cette « modification des rapports politiques entre Etats aboutit au résultat souhaité »⁷⁶.

Il faut compléter la position de supériorité par les armes en perception durable de supériorité que l'on pourrait qualifier de politique. L'image de supériorité doit s'imprimer chez tout l'auditoire adverse : ses armées évidemment, mais également sa population, son gouvernement, ses alliés.

Il ne s'agit plus de lui imposer sa volonté comme dans la première définition que nous avons donnée à la guerre. La victoire apparaît quand la volonté de l'autre est transformée, amoindrie, par la violence et la persuasion, ce qui ne revient pas à imposer uniquement sa volonté à l'ennemi. Et, pour changer son état d'esprit, il « peut être nécessaire de le priver de l'espoir qu'il puisse atteindre ses propres objectifs plus facilement, plus rapidement et à moindre coût en recourant à la violence »⁷⁷.

La victoire implique donc que l'autre soit en position d'infériorité pour accepter sa défaite et poursuivre les échanges sans le dialogue des armes. Encore faut-il que cet autre existe toujours et qu'il accepte de poursuivre l'échange. La victoire implique donc également que l'autre considère la nouvelle donne politique comme irréversible, mais également « honorable et juste »⁷⁸. La victoire rétablit une forme de normalité, si on peut parler de normalité après une guerre, dans les rapports entre les anciens belligérants. La victoire devra donc comporter un

⁷⁶ R. Aron, *Sur Clausewitz*, op. cit. note 32

⁷⁷ B. Heuser, « Victory, peace, and justice: the neglected trinity », *Joint Force Quarterly*, National Defense University Press, avril 2013, vol. 69, n° 2, p. 6-12 : « To change an enemy's mind, one may need to deprive him of the hope that he might achieve his own aims more easily, faster, at less cost by using violence. », traduction de l'auteur.

⁷⁸ *Ibid.*

critère d'honneur retrouvé chez le perdant, et d'humilité dans la victoire chez le vainqueur.

Ainsi, nous voyons qu'en considérant la guerre comme le nom de la relation qu'entretiennent deux entités politiques opposées, incluant le dialogue des armes, la stratégie devient l'art de convaincre par tous les moyens, y compris la force qui donne l'argument supplémentaire de la contrainte.

La victoire survient quand l'autre reconnaît une position d'infériorité et accepte de poursuivre le dialogue par la négociation, rejetant le dialogue armé.

1.3. Comprendre la victoire

Quelles conclusions pouvons-nous tirer concernant la victoire à ce stade de notre réflexion ? Au terme de notre démarche, nous percevons différents aspects de la victoire. Faisons la synthèse de nos conclusions intermédiaires.

La victoire peut être comprise via plusieurs facettes, et peut être considérée comme :

- la situation qui résulte de l'acquisition de la supériorité dans un conflit, et l'imposition de la volonté du vainqueur ;
- la réalisation des objectifs politiques (*Zweck*) ;
- la réalisation des objectifs militaires (*Ziel*) ;
- la reconnaissance d'une position d'infériorité par un des camps qui accepte de poursuivre le dialogue par la négociation, rejetant le dialogue armé.

Que pouvons-nous constater ?

Tout d'abord, notons le vocabulaire employé : la victoire est une situation, une réalisation, une reconnaissance. **La victoire est** donc d'abord et avant tout non pas un fait ou une condition, mais **un jugement, une évaluation ou une opinion. Elle est donc a priori subjective.** Certes elle peut avoir un rapport avec des critères objectifs (perte de territoire, insuffisance de ressources, perte de forces militaires, perte de maîtrise stratégique, usure psychologique, perte du soutien de la population, etc.), mais ce qui compte *in fine* est difficilement mesurable, car c'est une perception. La guerre pouvant être vue comme un duel entre des volontés divergentes, la perception de ces volontés est plus pertinente que les résultats matériels sur le terrain, dont on aurait pu penser en première approche qu'ils auraient été les meilleurs arbitres pour juger du match. Or, les perceptions des vainqueurs et des perdants divergent souvent beaucoup des réalités sur le terrain.

Qui dit perception dit point de vue, la victoire est donc fortement dépendante de la perspective. Une situation peut donc avoir une évaluation différente, ce qui explique que deux camps opposés peuvent, en toute franchise, réclamer la victoire. Ainsi, après la première guerre du Golfe, tout comme la coalition victorieuse, Saddam Hussein a pu affirmer avoir remporté la victoire, car il avait atteint, malgré d'énormes pertes militaires, son but de guerre, à savoir la survie de son régime.

Qui dit perception dit difficulté à évaluer la victoire, car la perception induit non seulement des points de vue différents mais également des variables

difficilement mesurables.

Qui dit perception dit que la victoire n'est pas binaire, tout comme la défaite. Boone Bartholomees illustre ce constat en établissant une échelle de succès : « défaite, perte, pas de victoire, égalité, pas de perte, gain, victoire »⁷⁹. La victoire peut donc être décisive, ou pas, avec tous les degrés intermédiaires.

Qui dit perception dit caractère éphémère de la victoire. Une des difficultés demeure d'estimer le moment de la victoire. Si on en croit Clausewitz, « en stratégie, il n'y a pas de victoire »⁸⁰, mais uniquement « un moment culminant de victoire », à déterminer. La victoire semble donc une opportunité, voire des opportunités à saisir au bon moment : la perception qu'est la victoire doit donc être mesurée constamment.

Si la guerre est un acte politique, ce qui met fin à la guerre est un acte politique. Mais la victoire est-elle vraiment la fin de la guerre ? Reprenons nos conclusions tirées des définitions de la guerre et de la stratégie : nous notons tout d'abord qu'il n'est pas question encore d'accord politique, de signature de traité de paix. La victoire ne dépend pas d'un accord officiel politique.

Notre compréhension de la victoire montre qu'elle est soit une **situation de supériorité** qui permet l'imposition d'une volonté, soit un **accomplissement de buts de guerre**, soit une **poursuite des négociations avec une entité en position de supériorité**. Peut-on

⁷⁹ J.B. Bartholomees, « Theory of Victory », 2008, p. 13

⁸⁰ C. Clausewitz (von), *De la guerre (Livre 1)*, *op. cit.* note 22

vraiment parler de paix, quand, même si les armes se sont tues, un des protagonistes est en position de soumission ? Peut-on parler de paix alors qu'un des protagonistes crie encore « Victoire » ?

La victoire n'est donc le retour à la paix. La victoire marque la fin du dialogue des armes.

En conclusion de cette première partie, nous pouvons considérer la victoire comme l'évaluation d'un des belligérants, qui estime avoir obtenu une supériorité relative et décide ainsi la fin du dialogue par les armes. Cette supériorité relative peut être militaire ou pas, est forcément temporaire et peut s'adosser à l'accomplissement des buts de guerre.

Victoire et paix ne sont donc pas liés. Certes la victoire oblige le vainqueur, car il doit utiliser sa nouvelle position de domination pour construire la paix. Mais cette construction de la paix post-guerre qui détermine la forme du nouvel ordre international de l'après-guerre, ne détermine pas la victoire. 1918 n'est pas une défaite parce que 1939. 1918 est une victoire après laquelle le vainqueur n'a pas su construire une paix inclusive et durable.

Cette compréhension de la victoire explique pourquoi celle-ci est compliquée à obtenir aujourd'hui :

- les opinions sont multiples : opinion amie et ennemie, mais également opinion publique, opinion internationale. Toutes ces opinions peuvent appuyer ou contredire la victoire annoncée. En outre, les opinions sont de plus en

plus volatiles, car ne sont plus fondées sur des faits mais des émotions ;

- la supériorité relative n'est plus obtenue avec la seule supériorité militaire, fragilisant d'autant plus la position de domination.

Nous n'étudierons pas dans cet essai la méthode pour obtenir la victoire, qui fait l'objet de la majorité de la littérature sur la guerre. En revanche, il nous semble utile de tenter de définir ce que peut être la mesure de la victoire. Si la victoire est une opinion, il semble légitime de se poser les questions suivantes : qui décide de la victoire ? Quels critères pour mesurer la victoire ?

Analysons donc la question de la mesure dans la deuxième partie de cette étude.

2. LA MESURE DE LA VICTOIRE : QUI, COMMENT ?

De nombreux ouvrages ont été dédiés à la compréhension de la guerre, et en particulier aux facteurs la déclenchant. Les études portant sur la compréhension des mécanismes qui poussent les entités politiques à accepter la défaite ou crier victoire sont moins nombreuses. Pourtant, les questions sont nombreuses : qui mesure et décide de la victoire ? Comment peut-elle être mesurée ?

2.1. Qui mesure et décide la victoire ?

Au niveau tactique et opératif, la question de savoir qui décide du vainqueur n'est pas controversée, la mesure de la victoire pouvant facilement être quantifiée. Au niveau stratégique, l'évaluation de la victoire est plus complexe.

Nous l'avons vu, la victoire est d'abord une opinion, une évaluation, et est donc a priori subjective. La question du point de vue, de savoir qui fait cette évaluation apparaît donc comme primordiale. Qui décide ? Etant donné qu'il n'y a jamais eu de réel effort de définition de la victoire, il n'y a pas de réponse claire sur la question de savoir qui la détermine : le vainqueur, qui se désigne comme tel ? Une évaluation commune avec le perdant ? Ou bien un observateur neutre ? S'il s'agit du vainqueur, qui précisément ? La tête politique ? Militaire ? La guerre ayant commencé pour une raison politique, la guerre se terminera pour des raisons politiques, et seul la tête politique pourrait mesurer la victoire. Mais, la

guerre étant un outil politique, voire même l'outil politique par excellence en temps de guerre, le militaire y fait donc de la politique, et il est légitime qu'il participe à l'évaluation de la victoire. Alors au final, qui décide ? Le couple politico-militaire ? Dans ce cas, quid de l'opinion publique ?

2.1.1. Le cas simple : l'adversaire reconnaît sa défaite

Le cas le plus simple apparaît quand l'ennemi reconnaît sa défaite, et capitule. H. C. Calahan estime même que la victoire ne peut surgir que par cette unique voie : seule la partie vaincue peut proclamer le vainqueur, en se soumettant aux exigences du vainqueur, reconnaissant et acceptant ainsi la défaite. Ainsi, dans son essai *What Makes a War End?*⁸¹, publié en 1944, il affirme que la seule personne morale à même de déclarer un vainqueur est le camp des perdants. La guerre ne se termine que lorsque le vaincu abandonne, et désigne le camp victorieux. Cette décision du perdant survient quand il est amené « à décider que la paix est plus attrayante que la poursuite du conflit »⁸².

Coser estime également que « peu importe la manière dont les activités du vainqueur potentiel ont facilité une fin précoce du conflit, la décision finale de mettre fin à la guerre revient au perdant potentiel »⁸³. Beaufre précise que cette « décision est un

⁸¹ H.A. Calahan, *What Makes a War End?*, Vanguard Press, 1944

⁸² L.A. Coser, « The Termination of Conflict », *The Journal of Conflict Resolution*, Sage Publications, Inc., 1961, vol. 5, n° 4, p. 347-353

⁸³ *Ibid.*

événement d'ordre psychologique»⁸⁴ qui vise à « convaincre qu'engager ou poursuivre la lutte est inutile »⁸⁵.

La victoire est le moment où l'Autre accepte la volonté qui lui est imposée, soit qu'il n'ait plus les moyens de lutter, soit que son « système » se soit effondré. La victoire survient au moment où l'ennemi accepte de s'estimer vaincu. Généralement, les armées reconnaissent la défaite en se rendant officiellement, ou en acceptant un armistice. Les entités politiques, quant à elles, indiquent qu'elles sont vaincues en demandant un cessez-le-feu, et en lançant des négociations en position d'infériorité. Si ces actes peuvent être perçus comme des symboles, ils forment cependant une part essentielle de la victoire, car ils permettent son officialisation. Les cérémonies officielles reconnaissant la victoire et la défaite sont donc extrêmement importantes et significatives. Toutefois, pour être utiles, ces cérémonies doivent être authentiques. Les cérémonies inventées dans le but d'obtenir une reddition officielle ne convainquent pas le public ciblé.

C'est pourquoi on peut estimer que cette façon de vaincre, si elle fonctionne contre un acteur étatique, ne pourra être pertinente face à un acteur qui ne l'est pas, comme les groupes terroristes. Il n'existe pas de procédures ou de méthodes pour accepter la reddition de tels groupes. Quand bien même une

⁸⁴ A. Beaufre, *Introduction à la stratégie*, op. cit. note 45

⁸⁵ *Ibid.*

branche accepterait la défaite, une autre branche, d'une ligne plus dure, s'y opposerait.

Cette solution, qui consiste à forcer l'ennemi à se déclarer perdant, semble séduisante, mais il s'avère que dans la plupart des cas, l'évaluation de la force relative n'est pas une question facile. Parfois le vaincu n'a même pas conscience de sa position complètement perdante. Alors faut-il attendre sa capitulation ?

Il semble donc pertinent que, dans l'intérêt même de tous les belligérants, le vainqueur déclare sa victoire, qu'il fasse comprendre à l'autre que la poursuite de la lutte sera contre-productive pour lui, sa position perdante ne pouvant être améliorée par des efforts inutiles et désespérés.

2.1.2. La victoire comme revendication

Certains penseurs de la victoire estiment en effet que cette focalisation sur le vaincu, qui seul peut désigner le vainqueur, n'est pas fondée, car ils estiment que l'entité politique vainqueur peut facilement faire valoir ses exigences une fois sa domination assurée.

Mais au sein de cette entité politique, qui peut se proclamer vainqueur ?

2.1.2.1. Qui peut se penser vainqueur ?

Nous avons vu que la victoire pouvait être comprise comme une évaluation de la situation politique au cours d'un conflit. Qui peut procéder à cette évaluation ? **Il s'agit donc d'une question politique, et chacun peut avoir son opinion.** Le problème n'est

donc pas de savoir qui décide, mais **qui a une opinion**.

J. Boone Bartholomees définit quatre personnes morales qui peuvent exprimer cette opinion⁸⁶. Ils les classe dans l'ordre de priorité suivant : le peuple, les élites politiques et militaires, l'opinion des pays amis et des alliés et enfin l'opinion mondiale, si tant est qu'elle puisse trouver un moyen de s'exprimer.

Le peuple

Comment le peuple se fait-il une opinion ? La méthode est issue, toujours selon J. Boone Bartholomees, le résultat de deux processus : la conviction du peuple par les élites politiques et la conviction que ce peuple se forge par ses propres moyens.

La conviction du peuple peut être obtenue plus ou moins en fonction des circonstances de l'action militaire, du caractère persuasif du message, et de la légitimité et de la véracité du message. **Une entité politique crédible, qui s'appuie sur des preuves convaincantes de succès militaires tactiques et des preuves de profit politique peut revendiquer la victoire, en établissant simplement le fait.**

La conviction que se forge le peuple est un processus beaucoup plus subjectif. Elle se fonde sur le fait que « les gens reconnaissent la victoire lorsqu'ils la voient ». Le peuple appuie sa conviction sur les informations dont il dispose qui proviennent de toutes les sources disponibles. Le processus échappe

⁸⁶ J.B. Bartholomees, « Theory of Victory », *op. cit.* note 79, p. 13

donc de fait au contrôle politique.

Le fait que le peuple puisse décider de la victoire met en exergue le fait que la victoire et la défaite sont autant des questions de perception publique que des questions de succès militaires ou diplomatiques, avec comme conséquence pour la victoire que cette dernière ne reposerait peut-être plus sur la capacité à obtenir des succès tactiques, mais à arracher le soutien populaire à ses adversaires.

L'opinion des élites politiques et militaires

Après l'opinion du peuple, l'autre opinion qui compte en interne est l'opinion des élites politiques et militaires.

Relation du militaire avec la victoire

Un chef militaire peut-il conduire ses hommes en opérations sans avoir la volonté de les conduire à la victoire ? Peut-on envoyer des hommes à la mort sans espoir de gain ? La question est sans doute très légitime.

Mais cette quête de sens ne cache-t-elle pas un sentiment plus égoïste pour le militaire, et notamment pour le chef militaire ? La victoire est souvent synonyme de reconnaissance pour celui qui mène les troupes : reconnaissance par ses pairs, par le pouvoir politique et même par l'histoire. « Un seul but, la victoire, s'écrie le général naïf, oubliant que la victoire militaire donne toujours des satisfactions d'amour-propre mais non toujours des bénéfices

politiques »⁸⁷ s'exclame Raymond Aron.

La victoire ne peut donc être le produit de la seule évaluation du chef militaire. Certains vont même estimer qu'aujourd'hui, l'avis du « grand général » n'est pas et n'a même jamais été l'élément déterminant de l'issue des combats. C'est la thèse de Cathal Nolan, dans son œuvre *the Allure of Battle, A History of how wars have been won and lost*⁸⁸. Il estime que les généraux comptent beaucoup moins dans l'histoire de la guerre que ce qui est habituellement représenté dans l'histoire militaire traditionnelle.

Le politique peut-il décider seul de la victoire ?

Relation du politique avec la victoire

La tête politique, qui est à la source de la guerre, devrait de façon automatique être le juge de l'évaluation de la victoire. Au début du XIX^{ème} siècle déjà, Clausewitz montrait que l'évaluation « brute » de la guerre est une opération complexe : « L'histoire montre que remporter une victoire militaire n'équivaut pas en soi à gagner l'objet de la politique. Mais comme la plupart des réflexions sur la guerre ont été menées par des hommes de la profession militaire, il y a eu une tendance très naturelle à perdre de vue l'objectif national fondamental et à l'identifier avec le but militaire. En conséquence, chaque fois qu'une guerre a éclaté, la politique a trop souvent été

⁸⁷ R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit. note 54

⁸⁸ C. Nolan, *The Allure of Battle: A History of How Wars Have Been Won and Lost*, Oxford University Press, 2 janvier 2017

régie par l'objectif militaire - et cela a été considéré comme une fin en soi, et non comme un simple moyen d'atteindre la fin. »³⁴

Or nous l'avons vu, la victoire militaire ne sert qu'à « occuper la position la plus favorable à la table des négociations, à contraindre l'adversaire à un traité de paix défavorable »⁸⁹.

Le politique, en perdant de vue l'objectif national fondamental, peut être amené à confondre la victoire avec le but militaire. Raymond Aron illustre ce danger en mettant en exergue que, de 1939 à 1945, la suprématie du pouvoir civil sur le militaire ne fut jamais remise en question aux Etats-Unis. Or le spectateur engagé que fut Aron estime que ce pouvoir politique s'est essentiellement concentré sur un objectif essentiellement militaire, la destruction totale des forces de l'Axe et du Reich en particulier, omettant le fait que cet objectif ouvrait un vide en Europe que l'Union soviétique s'est empressé de combler. En faisant le choix d'une victoire « orientée vers un objectif militaire plutôt que politique »⁹⁰, il n'a pas su anticiper les conséquences inévitables d'une soviétisation de l'Europe orientale.

Le politique peut donc se laisser griser, à l'instar du militaire, par la victoire. Nous reviendrons sur les dangers d'hubris qu'elle fait naître chez les leaders politiques et militaires.

Si et le militaire et le politique ne peuvent décider

⁸⁹ F. Gros, *Etats de violence: essai sur la fin de la guerre*, Gallimard, 2006

⁹⁰ R. Aron, « De la paix sans victoire. Note sur les relations de la stratégie et de la politique », *Revue française de science politique*, 1951, vol. 1, n° 3, p. 241-255, DOI:10.3406/rfsp.1951.392080

seuls de la victoire, quid du binôme politico-militaire ?

Politiques et militaires, juges de la victoire

Toute l'ambiguïté réside dans le « et ». Car certes, comme l'affirme Raymond Aron « les guerres ne sont rien d'autre que l'expression de la politique. [...] La subordination du point de vue politique au point de vue militaire serait une absurdité, car c'est la politique qui a créé la guerre. Elle est l'intelligence, la guerre n'est que l'instrument et non le contraire. »⁹¹ Il semble tout à fait légitime que le politique prenne le pas sur le militaire, et décide de la victoire. Mais, dans les relations civilo-militaires, si les armes cèdent à la tige, « la rivalité du pouvoir civil et du pouvoir militaire est, en temps de guerre, un phénomène presque inévitable. L'issue en est déterminée plus par le tempérament des hommes que par les institutions. »

⁹²

Dans cette rivalité, Clausewitz a été instrumentalisé maintes fois, tant par des acteurs politiques que militaires qui tentèrent de détourner son propos pourtant d'une clarté étincelante : « une grande entreprise militaire, ou son esquisse, ne peuvent être laissées aux seuls critères militaires : ce serait inacceptable et même dangereux. Quand le gouvernement ébauche les plans de guerre, c'est une absurdité complète de demander conseil aux militaires pour qu'ils apportent un point de vue purement militaire. Les théoriciens qui exigent que

⁹¹ Clausewitz, *De la guerre*, Livre VIII, chap. 6

⁹² R. Aron, « De la paix sans victoire. Note sur les relations de la stratégie et de la politique », *op. cit.* note 90, p. 241-255

l'intégralité des moyens militaires soit remise aux généraux, afin qu'ils puissent dresser des plans de guerre ou de campagne sur une base strictement militaire, profèrent une absurdité pire encore »⁹³

Dans ce cadre, la fin de la grande entreprise militaire qu'est la guerre doit donc être le résultat d'une évaluation du niveau politico-militaire. « En vérité, consulter des soldats professionnels au sujet du plan de guerre pour qu'ils donnent un avis purement militaire, comme le font souvent les cabinets, est un procédé absurde. »⁹⁴. Tout est donc affaire de personnalité et de dosage.

Nous avons vu que, parfois, il n'est pas possible d'attendre l'évaluation de l'ennemi. La victoire doit donc être évaluée par le vainqueur et ses multiples opinions : opinion publique, opinion militaire et opinion politique. Mais cette opinion peut-elle tenir sans une évaluation partagée avec l'adversaire ?

2.1.2.2. Avoir une vision partagée avec l'adversaire

Pour le sociologue Lewis A. Coser, la résolution d'un conflit implique une activité réciproque, et la victoire ne peut en conséquence être comprise comme la simple imposition unilatérale de la volonté du plus fort sur le plus faible⁹⁵. Pour lui, non seulement le vainqueur potentiel mais aussi le potentiel vaincu apportent leurs contributions à l'évaluation de la

⁹³ C. Clausewitz (von), *De la guerre (Livre 1)*, *op. cit.* note 22

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ L.A. Coser, « The Termination of Conflict », *op. cit.* note 82, p. 347-353

guerre.

La victoire apparaît donc comme une décision mutuelle. Vainqueur et vaincu contribuent à la décision de mettre un terme au conflit. Thomas Schelling, partant de la théorie des jeux, a décrit ce phénomène en présentant la guerre comme « forme de négociation appuyée sur l'emploi de la force »⁹⁶. La guerre se termine alors par « un accord ou au moins une sorte de reconnaissance et d'acquiescement mutuels »⁹⁷, désignant un gagnant et un perdant.

Pour que cet accord soit possible, il faut que les deux parties s'entendent sur des règles et des normes leur permettant d'évaluer leur position de pouvoir respective dans la guerre. Sans ces règles et ces normes, le conflit peut s'éterniser car l'évaluation n'est pas faite. Goemans, professeur de sciences politiques américain affirme dans *War and Punishment*⁹⁸ que les deux parties poursuivront la guerre jusqu'à ce qu'elles acquièrent une connaissance suffisante des forces et faiblesses de l'autre pour s'entendre sur l'issue probable de la poursuite de la guerre. La guerre permet cette évaluation permanente qui débouchera sur la victoire d'un des camps.

La victoire apparaît alors comme une vision partagée entre les belligérants.

⁹⁶ T.C. Schelling, *The Strategy of Conflict: With a New Preface by the Author*, Harvard University Press, 15 mai 1981

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ H.E. Goemans, *War and Punishment: The Causes of War Termination and the First World War*, Princeton University Press, 6 janvier 2012

2.2. Comment mesurer la victoire ?

Nous avons vu dans la première partie que la victoire peut être considérée comme une évaluation d'un des belligérants, qui estime avoir obtenu une supériorité relative et décide ainsi la fin du dialogue par les armes.

Comment estimer cette supériorité ? Existe-t-il un ensemble de critères objectifs ? Comment peut-on mesurer cette victoire ?

2.2.1. Les critères d'antan semblent obsolètes

Certains critères ont semblé, des siècles durant, valables pour mesurer la victoire. Si la victoire n'a jamais résulté uniquement de succès militaires, des critères purement militaires ont utilement été employés pour évaluer un conflit : la conquête de territoires ou la destruction de forces adverses. Ces outils de mesure semblent avoir aujourd'hui perdu de leur pertinence.

La déterritorialisation des guerres

« Nous avons l'illusion que les guerres sont territorialisées alors qu'elles sont totalement déterritorialisées »⁹⁹ affirme Bertrand Badie en 2018. Le stratège, le général Petraeus, le père de la contre-insurrection américaine, affirmait déjà en 2008, à propos de l'Irak : « il ne s'agit pas ici de conquérir un territoire, d'y planter notre drapeau et de rentrer chez nous pour un défilé de la victoire ».

⁹⁹ Re transcription de l'intervention de Bertrand Badie lors du colloque du Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement « Vaincre au XXI^e siècle », qui s'est tenu le 6 février 2018 à l'École militaire.

Cette déterritorialisation peut cependant être controversée en raison du nombre de conflits où le ressort territorial reste structurant (cas de la Crimée, de la Syrie, de l'Irak notamment), ou dans lesquels la question de la frontière réapparaît (Guerre du Haut-Karabagh en 2020, question du Cachemire, du plateau du Golan ou de la Cisjordanie).

Mais le fait même qu'il y ait débat montre que la seule mesure de conquête de territoires ne peut plus être un critère de succès pour une guerre.

Le bilan militaire n'est plus pertinent

L'évaluation de la victoire par le comptage des pertes n'est plus un critère suffisant. La puissance ne permet plus de garantir la victoire : c'est « l'impuissance de la puissance »¹⁰⁰ selon les mots de Bertrand Badie.

La mesure du rapport de force à l'issue des batailles ne suffit plus pour faire plier l'autre. Même le rapport de force le plus déséquilibré peut ne pas produire d'effet sur l'adversaire. « L'échec politique a cohabité avec la suprématie militaire »¹⁰¹ sur bien des théâtres comme l'Irak ou l'Afghanistan. Mais ce constat n'est pas uniquement valable pour les guerres asymétriques ou dissymétriques.

« La victoire militaire ne suffit plus pour imposer la

¹⁰⁰ B. Badie, *L'impuissance de la puissance: Essai sur les nouvelles relations internationales*, Fayard, 27 octobre 2004

¹⁰¹ J.-V. Holeindre, « Survivre, c'est vaincre ? La pensée stratégique de Raymond Aron à l'épreuve des guerres de notre temps », *ei*, Institut québécois des hautes études internationales, 2012, vol. 43, n° 3, p. 439-457, DOI:<https://doi.org/10.7202/1012814ar>

paix »¹⁰² rappelle Béatrice Heuser en 2013. La victoire de demain sera le résultat d'une guerre qui déborde de son lit purement militaire. Dans *la Guerre hors limites*¹⁰³, les colonels chinois Qiao et Wang développent la thèse que la guerre ne sera plus désormais limitée au seul champ de bataille. Les actions militaires ne seront plus qu'une dimension de cette guerre au milieu d'autres dimensions : économique, politique, culturelle, psychologique, médiatique.

Dans cette guerre « hors limites », le bilan militaire n'a donc qu'une importance secondaire, et « mesurer l'intensité d'une guerre au nombre de ses victimes devient chaque jour plus obsolète. La guerre est en train de sortir des limites du massacre sanglant et montre une tendance à la diminution du nombre de victimes, voire à sa réduction à zéro, associée à une intensité élevée. »¹⁰⁴

La Doctrine d'emploi des forces confirme la place relative de l'évaluation militaire dans la quête de la victoire, et rappelle que « évaluer un engagement est un exercice complexe »¹⁰⁵. Dans cette mesure de la victoire, « une évaluation de l'efficacité d'ensemble de l'action militaire » est menée. Cependant, la

¹⁰² B. Heuser, « La victoire militaire ne suffit plus pour imposer la paix », *Le Monde.fr*, 16 juillet 2013, en ligne https://www.lemonde.fr/idees/article/2013/07/16/la-victoire-militaire-ne-suffit-plus-pour-imposer-la-paix_3448549_3232.html (consulté le 1 octobre 2020)

¹⁰³ L. Qiao, X. Wang, *La guerre hors limites*, op. cit. note 10

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Doctrine interarmées, DIA-01(A)_DEF(2014), N° 128/DEF/CICDE/NP du 12 juin 2014.

doctrine rappelle que « l'état final recherché est global et que le militaire ne saurait porter la responsabilité d'ensemble du résultat d'une campagne, où il n'a été que l'un des intervenants. »¹⁰⁶

Elle met donc en avant la difficulté d'évaluer la victoire et semble renvoyer l'estimation au politique, dans la mesure où c'est lui qui a défini l'effet final recherché que l'on peut renommer « but de guerre ». Mais l'atteinte du but de guerre peut-elle réellement suffire à consacrer la victoire ? Comment évaluer cette atteinte ?

2.2.2. *Le problème des buts de guerre*

Comment conclure à la victoire ou à la défaite ? L'évaluation de l'atteinte des buts de guerre, objectifs politiques à l'origine de l'intervention, pourrait être un outil aisément utilisable.

B. E. O'Neill and I. Kass affirment ainsi que « tout jugement sur le succès ou l'échec doit être fondé sur la compréhension des objectifs politiques et militaires initiaux des adversaires, car en fin de compte, toutes les guerres sont évaluées en fonction de leurs objectifs. »¹⁰⁷. Les victoires militaires ne servent qu'à « déterminer les vainqueurs à Hollywood », et seules les « conséquences politiques (...) définissent les victoires sur la scène internationale ». La victoire

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ B.E. O'Neill, I. Kass, « The Persian gulf war: A political-military assessment », *Comparative Strategy*, Routledge, 1 avril 1992, vol.11, n° 2, p. 213-240, DOI:10.1080/01495939208402872

pourrait donc se mesurer en évaluant le degré d'atteinte des intentions politiques initiales.

Le général Desportes valide cette approche, mais il ajoute que « cela suppose que ces dernières aient été clairement définies ». Cette seule limitation ne viendrait-elle pas cependant défaire complètement la méthode prescrite ?

Le problème des buts de guerre cachés

En effet, il n'est pas toujours évident de déterminer les objectifs politiques qui ont conduit une entité à entrer en guerre. « De nombreux conflits se caractérisent par une ambiguïté – volontaire ou non – quant à leurs finalités politiques »¹⁰⁸. Pourtant, ne suffirait-il pas de se référer aux buts de guerres ?

Les buts de guerre sont de différents ordres et ne sont jamais complètement affichés. Les colonels Le Flem et Oliva en soulignent au moins trois¹⁰⁹ : ceux qui relèvent du sens « officiellement » donné à l'action comme « combattre le terrorisme en amont » ; ceux qui relèvent de l'image que la France veut promouvoir au titre de sa responsabilité internationale comme « répondre à l'appel d'un pays allié » ou « éviter un massacre » ; et enfin ceux qui relèvent d'une évaluation purement politique de l'intérêt national à court, moyen et long terme.

Les deux premiers ordres de type de guerre font qu'ils

¹⁰⁸ A. Schu, « De l'insuffisance de la victoire militaire : une analyse politique du modèle afghan de la guerre », *ei*, 2013, vol. 44, n° 4, p. 597-619, DOI:<https://doi.org/10.7202/1024653ar>

¹⁰⁹ J.G. Le Flem, B. Oliva, *Un sentiment d'inachevé: réflexion sur l'efficacité des opérations*, Editions de l'Ecole de Guerre., 2018

seront facilement communicables et seront donc connus par tous. En revanche, les buts de guerre du dernier ordre ne seront pas affichés, car résultent de calculs politiques. La question n'est pas de savoir si ces buts de guerre sont légitimes ou moraux.

L'objectif est de mesurer la victoire en comparant une situation donnée aux buts fixés. Si ceux-ci ne peuvent être officialisés, ils ne peuvent servir d'échelle pour mesurer les succès.

Des buts de guerre qui évoluent

Les buts de guerre peuvent évoluer. Nous avons déjà évoqué précédemment le danger de l'hubris chez le politique, qui peut être tenté, grisé par ses succès tactiques, d'en « vouloir toujours plus ». S'en tenir aux buts initiaux semble avoir toujours été une gageure, notamment à cause de la « volonté autonome de la guerre » comme le soulignait Clausewitz.

J. Boone Bartholomees note ainsi que l'accord de paix, « sur lequel l'évaluation de la victoire et de la défaite sera faite, peut avoir peu de rapport avec les questions politiques initiales »¹¹⁰. Il illustre cette remarque en citant l'exemple de la Première Guerre mondiale. Les questions politiques qui ont provoqué le premier conflit mondial, auraient pu être résolues en moins de quatre ans et peu de pertes. Mais, à mesure que l'effort militaire s'intensifiait, les objectifs politiques se sont transformés et l'accord de paix final n'avait presque rien à voir avec les questions initiales.

¹¹⁰ J.B. Bartholomees, « Theory of Victory », *op. cit.* note 79, p. 13

Des buts de guerre mal formulés voire erronés

« On ne commence pas une guerre, ou raisonnablement on ne devrait pas en commencer une, sans savoir ce qu'on veut obtenir par cette guerre, et ce qu'on veut obtenir dans elle » affirme Clausewitz dans son *Traité*. Les Etats ou entités politiques qui déclenchent une guerre ont écouté le penseur prussien. Cependant, les buts de guerre énoncés, parfois appelés état final recherché (EFR) ont souvent été définis de manière ambiguë, trop souvent idéalisée, et visant ainsi la paix, la prospérité, la coopération.

Ainsi, les forces militaires recevront rarement des objectifs politiques qui contiennent la clarté qu'elles souhaitent : « les buts de guerre seront toujours flous »¹¹¹.

Au-delà de leur ambiguïté, que faire si les buts de guerre sont tout simplement non pertinents voire faux ? La victoire n'est pas toujours le fruit d'un choix stratégique prémédité. La fin d'une guerre manque souvent d'ordre et de cohérence, et les guerres suivent rarement le cours prévu par les participants, car les États terminent rarement les guerres pour les mêmes raisons qu'ils les ont commencées.

Dès lors, comment juger la victoire ? Doit-elle être jugée en fonction de ce que le vainqueur a dit vouloir réaliser ou de ce que le vainqueur aurait dû dire qu'il voulait réaliser ou bien de ce qu'il a *in fine* réalisé ?

¹¹¹ J.G. Le Flem, B. Oliva, *Un sentiment d'inachevé*, op. cit. note 109

2.2.3. Proposition d'une mesure pour la victoire

Quelle mesure pour la victoire au final ?

Si les critères d'avant semblent obsolètes, si l'évaluation de l'atteinte des buts de guerre n'est pas pertinente à elle seule, comment établir une échelle de la victoire ? Si les victoires militaires sur le champ de bataille sont insuffisantes pour remporter la victoire, quelles sont les autres victoires attendues pour compléter le tableau ? Si « la victoire n'est pas assurée quand les tirs s'arrêtent »¹¹², quand est-elle assurée, si tant est qu'elle puisse l'être ?

Quels pourraient être les critères de la victoire ?

Si la victoire militaire n'est jamais synonyme de victoire stratégique, **les succès militaires, et la dissuasion qui en découlera formeront le premier critère.** Nous avons vu que la victoire est une perception, une évaluation d'opinions multiples : la victoire aura donc également **des critères informationnels.**

Nous avons vu que la guerre est un duel : la victoire est donc réalisée quand l'autre se soumet. Mais encore faut-il que cet autre soit défini au moment de crier victoire. S'il n'est pas défini politiquement, qui accepte la défaite ? **Les critères de victoire porteront donc sur l'existence de cet autre,** et pour exister, il faut qu'il ait un **rôle politique, économique, et une réalité sociale.**

Enfin pour que la victoire soit reconnue, il faut une légitimité tant en interne qu'en externe. **Le dernier**

¹¹² S. Metz, R.A. Millen, S.S. Institute, *Future War/Future Battlespace: The Strategic Role Of American Landpower*, Lulu.com, 6 juillet 2014

critère de la victoire portera donc sur l'approbation tant de l'opinion publique nationale qu'internationale du vainqueur.

Revendiquer la victoire ne signifie pas remplir tous ces critères de façon nominale. Mais, étant donné qu'ils sont interconnectés, la victoire est plus le résultat d'une multiplication de ces critères qu'une addition : si l'un est nul, la victoire disparaît. Celui qui s'engage dans le chemin de la guerre devra donc vérifier qu'il ne laisse pas de côté un ou plusieurs de ces critères, au risque de ne jamais pouvoir obtenir son gain.

Reprenons les critères proposés un à un.

2.2.3.1. Critère informationnel

Nous avons vu que la victoire était une évaluation. Elle est donc par nature extrêmement volatile, et doit donc être construite et protégée. Pour dépasser les succès tactiques et atteindre la victoire, il faut donc éviter, tant en interne qu'en externe, tout élément de perturbation qui viendrait influencer sur la volonté de l'ennemi.

Il s'agit de savoir pour pouvoir.

Savoir signifie ici :

- avoir du renseignement sur les sources possibles d'interférence avec la victoire (sur l'ennemi, sur ses partisans locaux) ;
- avoir du renseignement sur la volonté de l'ennemi, et notamment savoir s'il envisage de rompre les négociations pour reprendre la lutte armée.

Pouvoir renvoie aux actions suivantes :

- protéger ses systèmes d'information et donc ses opinions ;
- manipuler l'information reçue par l'ennemi, en vue de faire basculer ses opinions et *in fine* poursuivre les négociations en position défavorable.

La mesure de la victoire doit donc prendre en compte ces différents critères de mesure. La victoire ne peut être envisagée que lorsque le camp vainqueur s'assure de ce savoir et de ce pouvoir qui lui donne le contrôle de l'information, le seul capable de protéger l'évaluation de la victoire.

2.2.3.2. Critère militaire

Les succès tactiques sont un des leviers qui permettent de forcer l'entité politique adverse à se soumettre, ou *a minima* négocier en position de faiblesse. La victoire militaire peut ainsi consister à neutraliser la capacité militaire de l'ennemi, à le rendre incapable de résister à ses exigences et à lui infliger des coûts suffisamment élevés pour qu'il soit disposé à négocier la fin des hostilités selon les conditions souhaitées.

Mais nous avons vu que ce critère n'était pas forcément le plus pertinent pour mesurer la victoire. En revanche, si les succès tactiques ne permettent pas à eux-seuls de revendiquer le gain, certains critères militaires doivent cependant être remplis pour pouvoir revendiquer la victoire.

Le critère principal est la dissuasion de toute reprise d'activités de lutte armée. Pour cela, le pays vainqueur doit assurer la sécurité militaire de l'État vaincu en dissuadant les parties belligérantes, au niveau national ou international, d'adopter un

comportement violent et perturbateur.

Cette dissuasion comporte évidemment un volet militaire, mais, tout comme la guerre est « hors limites », la victoire doit être « hors limites ». Cette dissuasion peut donc comprendre par exemple un volet économique. Il s'agira de faire comprendre à l'adversaire qu'un retour aux actions armées serait catastrophique car pourrait le couper « de l'économie mondiale et le conduirait ainsi à un déclin et un isolement potentiellement désastreux, ce qui amènerait ses dirigeants à reconnaître que toute victoire militaire serait à la Pyrrhus »¹¹³.

Cette dissuasion est un des défis majeurs des conflits actuels. Le retour à la violence est aujourd'hui si fréquent que les forces armées sont difficilement retirables des zones d'opération, conduisant fatalement à l'accusation d'enlèvement.

Dans ce cadre, les forces militaires, note Thomas Schelling, doivent maîtriser « l'art de la coercition, de l'intimidation et de la dissuasion », grâce à « un pouvoir de négociation qui découle de leur capacité à faire du mal »¹¹⁴. Pour vaincre, il faut être craint, même après la victoire.

2.2.3.3. *Réalité politique et sociétale du perdant*

Nous avons vu que la victoire pouvait être considérée comme la situation qui résulte de l'acquisition de la supériorité dans un conflit, et du renoncement de

¹¹³ R. Mandel, *Reassessing Victory in Warfare*, op. cit. note 9

¹¹⁴ T.C. Schelling, *Arms and Influence*, Yale University Press, 1966, en ligne <https://www.jstor.org/stable/j.ctt5vm52s> (consulté le 1 mars 2021)

l'adversaire à prolonger toute résistance.

Pour que cet adversaire soit dominé, et qu'il renonce à ses intentions, encore faut-il que quelqu'un puisse parler au nom du camp perdant : il faut donc une entité politique réelle, représentative de la société.

Réalité politique

Pour vaincre, c'est-à-dire imposer sa volonté à l'autre, ou le forcer à négocier en position d'infériorité, il faut que cet autre existe encore politiquement.

Cet autre doit pouvoir notamment :

- prendre en charge l'administration locale (gouvernement et administration légitime) ;
- pouvoir parler au nom de son opinion publique ;
- pouvoir négocier en position de soumission et coopérer avec le camp vainqueur pour trouver une situation de sortie de crise.

Nous le voyons, ces critères sont extrêmement ambitieux. Les remplir, notamment après une lutte armée, où les passions se seront déchaînées, sera une tâche extrêmement complexe. Ainsi, le camp vainqueur doit très tôt au cours de la planification de sa campagne « comprendre la structure de gouvernance qu'il préfère après la guerre au sein de l'État vaincu »¹¹⁵. Et, partant du principe que « les États ne sont pas fongibles, facilement remplaçables ou dispensables, il doit y avoir de solides raisons de renverser un régime qui gouverne effectivement un État, et une idée claire de la manière de le

¹¹⁵ R. Mandel, *Reassessing Victory in Warfare*, *op. cit.* note 9

remplacer »¹¹⁶. Nous trouvons, avec ce critère, un frein face à l'hubris de la victoire précédemment évoqué. Pour reprendre l'exemple de l'intervention en Libye en 2011, la « dynamique propre » de la guerre, qui semble avoir entraîné la neutralisation du colonel Mouammar Kadhafi, aurait pu être freinée. En effet, s'il était militairement possible de négocier avec le dictateur libyen, avait-on vraiment « une idée claire de la manière de le remplacer » ?

L'hubris peut être évité dans certains cas. A la fin de la guerre du Golfe, le choix de laisser la gouvernance préexistante en place, et donc de laisser « Saddam Hussein en place plutôt que d'installer le général américain Norman Schwarzkopf comme pro-consul impérial »¹¹⁷ a ainsi été une décision réaliste et pertinente selon Michael Howard.

La mise en place d'un nouveau régime est toutefois possible. Dans le meilleur des cas, et afin d'éviter toute condamnation d'ingérence, ce nouveau régime devrait être autodéterminé, dûment élu, et favorable aux intérêts du vainqueur militaire. Là encore, ces critères sont loin d'être simples à obtenir, mais doivent être pris en compte dès la phase de la planification.

Réalité sociale

La réalité politique de l'Etat vaincu ne pourra être

¹¹⁶ P.W. Schroeder, « The Risks of Victory: An Historian's Provocation », *The National Interest*, The Center for the National Interest, 1 décembre 2001, en ligne <https://nationalinterest.org/article/the-risks-of-victory-an-historians-provocation-330> (consulté le 24 février 2021)

¹¹⁷ M. Howard, « When are wars decisive? », *op. cit.* note 74, p. 351-366

pérenne sans réalité sociale. Après le temps du dialogue des armes, viendra le temps du dialogue interne et externe, avec ses tensions ethniques, religieuses, nationalistes. Ces dialogues, qui peuvent rapidement dégénérer en luttes ouvertes doivent être gérés et contrôlés pour pouvoir revendiquer la victoire. Sans cela, la victoire serait extrêmement fragile du fait de l'agitation sociale sous-jacente.

Il sort du cadre de ce mémoire de détailler les modalités de la gestion des conflits sociétaux qui permettent de déboucher sur une victoire. Faire une liste, même détaillée, des actions à mener serait une gageure, tant l'exercice dépend de la situation de chaque zone géographique et humaine.

Mais la victoire ne pourrait exister que si les « passions indigènes volatiles, qui déclenchent les frictions d'après-guerre »¹¹⁸ sont minimisées. Une condition nécessaire, mais non suffisante, est bien évidemment la manière de combattre du camp vainqueur.

En effet, pour minimiser les frictions d'après-guerre, il faut que même au plus fort de l'opposition, la confiance subsiste. Kant affirme ainsi que les moyens utilisés dans la guerre doivent être limités : « Nul État ne doit se permettre, dans une guerre avec un autre, des hostilités qui rendraient impossible, au retour de la paix, la confiance réciproque, comme, par exemple, l'emploi d'assassins (*percussores*), d'empoisonneurs (*venefici*), la violation d'une capitulation, l'excitation à la trahison (*perduellio*) dans l'État auquel il fait la guerre »¹¹⁹.

¹¹⁸ R. Mandel, *Reassessing Victory in Warfare*, *op. cit.* note 9

¹¹⁹ I. Kant, *Projet de paix perpétuelle: essai philosophique*, Nicolovius, 1796

En modernisant le propos, nous comprenons que le vainqueur militaire d'aujourd'hui doit ainsi tenter de ne frapper que des cibles militaires et d'éviter tout site national important sur le plan social, et doit garantir la fourniture d'une assistance humaine et humanitaire aux innocents touchés par les troubles sociaux. En d'autres termes, la conduite des opérations de guerre doit contribuer à faciliter la réhabilitation sociale d'après-guerre des parties en présence.

Mais la manière de combattre ne pourra pas être l'unique « critère social » de la victoire. Celui qui veut proclamer la victoire doit « construire » la réalité sociale du perdant. Sans la réalisation de critère, la victoire se perdra dans l'agitation post-conflit et viendra interdire toute revendication de victoire.

2.2.3.4. Légitimité

Enfin, la victoire ne pourra être revendiquée que si elle est perçue comme légitime de la part de l'opinion publique du camp victorieux. Mais cette légitimité interne passe par la légitimité externe.

La légitimité externe pourrait paraître superflue. En effet, l'opinion publique interne pourrait à elle-seule légitimer l'action de l'autorité politique. Le problème est que cette opinion publique n'est pas isolée. La plupart du temps, elle fondera son avis sur les arguments que lui propose son gouvernement, mais également les arguments externes, issus de la communauté internationale. En cas de décalage, la revendication de la victoire par son autorité politique paraîtra forcément suspecte.

Le vainqueur doit donc obtenir un soutien externe

pour assoir le soutien interne de son action.

Cette légitimité extérieure, qui implique un soutien tangible de la part de l'opinion des alliés étrangers, des organisations internationales et d'autres observateurs importants est donc un critère de la victoire. Plus précisément, ce qui est nécessaire dans ce domaine de respect international, « c'est un enthousiasme significatif de la part des gouvernements et de l'opinion publique, à l'intérieur comme à l'extérieur, pour la mission et le succès du vainqueur de la guerre, de préférence combiné à un antagonisme mondial envers l'ennemi vaincu, ses partisans et les insurrections qui tentent de perturber violemment la stabilité d'après-guerre. Pour renforcer ce soutien extérieur, le vainqueur militaire doit être en mesure, si nécessaire, d'influencer et de stabiliser l'opinion publique nationale et internationale »¹²⁰.

En conclusion, nous voyons que la victoire semble reposer sur les critères suivants :

- un contrôle de l'information ;
- une dissuasion militaire contre ses ennemis ;
- une réalité politique et sociétale du perdant ;
- une légitimité interne et externe.

Malheureusement, ce modèle idéal de victoire stratégique est difficile à réaliser dans le contexte actuel de sécurité mondiale anarchique.

Quels enseignements pouvons-nous cependant tirer ?

¹²⁰ R. Mandel, *Reassessing Victory in Warfare*, op. cit. note 9

3. RETROUVER LE CHEMIN DE LA VICTOIRE

Les réflexions auxquelles nous ont conduit notre recherche de la compréhension et de la mesure de la victoire nous permettent de retrouver le chemin de la victoire, tout d'abord en nous révélant les écueils à éviter face à la complexité croissante à gagner les guerres : le **danger des guerres sans fin**, le **danger de l'hubris de la victoire** et la **recherche de la victoire décisive**. Ces dangers évités, il nous faudra alors réapprendre à **narrer la victoire**, avec **modestie**, en prenant en compte l'ennemi via une **diplomatie de guerre réinventée**.

3.1. Ecueils à éviter

Nous avons vu que la victoire était une évaluation qui venait soit du perdant, qui s'avoue vaincu, soit du vainqueur qui revendique cette victoire. Cette évaluation du conflit doit donc être conduite tout au long de la guerre. Or, la guerre est un processus changeant. Elle a, selon Clausewitz, sa « dynamique propre », et peut vite échapper à son créateur qui chercherait à la contenir. Mesurer une chose vivante, mouvante est complexe, mais une mauvaise évaluation peut rapidement mener aux impasses suivantes : guerres sans fin, hubris et disproportion entre coût et résultat politique.

3.1.1. Le danger des guerres sans fin

Le sociologue Lewis A. Coser, cité supra, fait la distinction entre les processus sociaux finis, par leur

caractère transitoire et leur mode de terminaison fixé par les institutions et les processus qui n'ont pas de point de terminaison précis¹²¹. Comme processus social fini, il cite notamment l'éducation formelle qui prend fin lorsque l'objectif pédagogique a été atteint et que l'élève entre dans la vie active.

D'autres processus sociaux n'ont point de terminaison, et sous l'inertie, continuent si aucune disposition n'est prise pour les stopper. La guerre en est un. Si aucun accord mutuel n'est conclu à un moment donné au cours de la lutte, cela « ne cesse que dans la mort »¹²² ou dans la destruction totale d'au moins un des antagonistes. La guerre devient absolue, et comme l'affirma Hans Speier, « la paix mettant fin à une guerre absolue est établie sans l'ennemi »¹²³.

Outre l'aspect moral, cette guerre absolue n'est pas souhaitable, car elle n'est pas rentable, les gains politiques espérés étant très inférieurs aux coûts de la guerre. Pour éviter les guerres sans fin, les belligérants ont donc intérêt à définir des mécanismes pour arriver à une fin convenue de la lutte, qui passe par la désignation d'un vainqueur.

¹²¹ L.A. Coser, « The Termination of Conflict », *op. cit.* note 82, p. 347-353

¹²² *Ibid.*

¹²³ H. Speier, *Social Order and the Risks of War: Papers in Political Sociology*, Literary Licensing, LLC, 1952

3.1.2. Le danger de l'hubris

L'hubris chez le militaire

Le militaire peut être soumis à une forme d'hubris au sein de la guerre, notamment dans une recherche de considération voire de gloire. Quel est l'origine de ce danger ? Pourtant lui-même historien militaire reconnu, Cathal J. Nolan montre que l'histoire militaire a mis en avant les généraux les plus audacieux et les plus agressifs. Les généraux qui ont mené de grandes batailles sont ainsi reconnus par la grande histoire.

Les autres, plus laborieux, moins visibles et peut-être plus efficaces, ceux qui ont réussi à vaincre sans combat, sont rapidement oubliés. Pourtant, « la grande stratégie est sans coup d'éclat, la grande victoire ne se voit pas »¹²⁴ rappelle François Jullien dans sa *Conférence sur l'efficacité*.

Mais l'efficacité au cours des opérations est complexe à mesurer¹²⁵. Alors les historiens militaires, qui ont pourtant du recul sur les événements, ont jugé les actes à travers un prisme différent : l'esthétique de la guerre¹²⁶. « Il y a de la beauté dans le sentiment de conquête »¹²⁷ disait Saint Exupéry. Le spectacle même

¹²⁴ F. Jullien, *Conférence sur l'efficacité*, Presses Universitaires de France, 2005, en ligne <https://www.cairn.info/conference-sur-l-efficacite--9782130551430.htm> (consulté le 18 février 2021), DOI:10.3917/puf.julli.2005.01

¹²⁵ Voir notamment J.G. Le Flem, B. Oliva, *Un sentiment d'inachevé*, *op. cit.* note 109

¹²⁶ Voir notamment P.-F. Mitton, « Une esthétique de la guerre est-elle encore possible ? », *Inflexions*, Armée de terre, 22 avril 2020, vol. N° 44-La Beauté, n° 2, p. 105-110

¹²⁷ A. de Saint-Exupéry, *Écrits de guerre (1939-1944)*, Editions Gallimard, 4 juin 2013

d'une grande bataille séduit de nombreux historiens et théoriciens militaires, des gouvernements et des généraux, des nations excitées et des gens qui achètent des livres et regardent des films de guerre. L'histoire préfère les généraux éclatants que les généraux efficaces. Le général qui chercherait donc à laisser une trace dans l'histoire va donc rechercher la victoire suprême plutôt que le statu quo. Cela peut expliquer que, alors que le « président Harry Truman donne au général Mac Arthur la seule mission de repousser les Nord-Coréens sur le 38^e parallèle, ce but atteint, le second le persuade que les États-Unis sont en mesure de libérer le Nord. La dérive est immédiate : les buts de guerre initiaux sont atteints en trois mois, mais la guerre dure trois ans et n'est pas achevée aujourd'hui »¹²⁸. L'hubris a gagné.

Cet hubris peut être facilité par le progrès technique qui démultiplie les capacités guerrières. Cette technique peut nous pousser à vouloir toujours plus. Le général Desportes met en exergue les capacités phénoménales des vecteurs aériens aujourd'hui, « qu'il faut toujours alimenter de nouvelles cibles », car la « planification des bombardements aériens est une sorte d'ogre affamé ». Le processus technique va plus vite que la décision politique, qui suit malgré elle l'élan guerrier.

¹²⁸ V. Desportes, R. Chaouad, M. Verzeroli, « Du Viêtnam au Mali, comment finit-on les guerres ? », *Revue internationale et stratégique*, 28 octobre 2013, vol. n° 91, n° 3, p. 117-127

L'hubris chez le politique

Considéré comme l'un des fondateurs de la sociologie moderne, Emile Durkheim affirmait, au sujet des besoins humains : « Plus on a, plus on veut, puisque la satisfaction reçue ne fait que stimuler au lieu de combler les besoins »¹²⁹. Ainsi, quand bien même les buts de guerre seraient clairement identifiés dès le départ, le danger est grand pour le politique de vouloir les dépasser sous le coup de l'*hubris*, accentué par la gloire passagère issue de combats victorieux.

Il faut donc une évaluation qui permet de conclure à la victoire pour deux raisons :

- éviter le risque de la guerre sans fin, déjà évoqué, par un accroissement sans fin des buts de guerre ;
- éviter de rendre la victoire impossible à terme. Le perdant doit être amené à décider que la paix est plus attractive que la poursuite du conflit. Une telle décision sera fortement renforcée si les demandes qui lui sont faites ne sont pas exorbitantes¹³⁰.

Le général Desportes illustre ce possible hubris au travers de deux exemples, la guerre afghane américaine et la guerre en Libye de 2011¹³¹. En Afghanistan, les Américains interviennent en 2001 pour détruire Al-Qaïda et son protecteur, le pouvoir taliban. Cet objectif est atteint le 14 novembre, quand Kaboul tombe. « Les États-Unis auraient pu en

¹²⁹ E. Durkheim, *Le Suicide*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 11 juin 2015

¹³⁰ L.A. Coser, « The Termination of Conflict », *op. cit.* note 82, p. 347-353

¹³¹ V. Desportes, R. Chaouad, M. Verzeroli, « Du Viêtnam au Mali, comment finit-on les guerres ? », *op. cit.* note 128, p. 117-127

rester là, mais l'hubris les pousse ; il leur paraît soudainement simple de faire surgir de l'Hindou Kouch une démocratie jeffersonienne ». ¹³² En ne se limitant pas aux buts initiaux, ils tombent dans l'hubris et la guerre sans fin.

En 2011, la France intervient en Libye pour arrêter les colonnes du colonel Mouammar Kadhafi devant Benghazi. Mais si les buts de guerre sont initialement bien définis, la guerre elle-même, avec sa « dynamique propre » a imposé les siens, jusqu'à la destruction de l'État libyen. « La guerre, depuis, poursuit sa vie à travers le Sahel, parce que l'on n'a pas su s'en tenir aux buts initiaux. »¹³³

3.1.3. La recherche de la victoire décisive

Dans la mythologie grecque, Ulysse, Roi d'Ithaque était dédaigné car il privilégiait la ruse pour vaincre ses ennemis plutôt que par le combat au corps à corps. Dans son ouvrage controversé¹³⁴, Victor Davis Hanson, affirme que cette vision du combat franc et direct, sans détour, recherchant le résultat décisif et une victoire claire a façonné notre modèle de guerre. La guerre permet de désigner un vainqueur mais également de vanter des prouesses militaires et des valeurs. Cette tradition a perduré au-delà du monde classique, et ainsi, durant le Moyen-Âge, les chefs

¹³² *Ibid.*

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ V.D. Hanson, *Le modèle occidental de la guerre: la bataille d'infanterie dans la Grèce classique*, Tallandier, 2007

militaires ont mis l'accent sur l'importance des batailles, minimisant le rôle des actions soi-disant secondaires (embuscades, raid) dans le récit de leurs faits d'armes.

La victoire décisive était née.

Elle a profondément marqué les stratèges, notamment américains, sous l'influence d'Antoine de Jomini, dont les concepts ont servi de fondation à la doctrine militaire américaine. Cette dernière indique ainsi que la victoire constitue le but de tout engagement, ce qui fera dire au général Mac Arthur qu'« il n'y a pas de substitut à la victoire ». Ainsi, dans la doctrine officielle de l'armée de terre américaine, en 1939, était stipulé que « l'objectif ultime de toutes les opérations militaires est la destruction des forces armées ennemies au cours de la bataille. Une défaite décisive brise la volonté combattante de l'ennemi et le force à solliciter la paix ».¹³⁵

Mais cette victoire décisive n'a jamais été qu'une construction, un récit, aussi souvent utilisé que déconstruit. La victoire décisive reste une vision romantique de la guerre : elle n'a tout simplement jamais existé. C'est en tout cas la thèse que soutient l'historien Russell F. Weigley dans son ouvrage *The Age of Battles*¹³⁶ : la victoire décisive par la bataille est une vision romantique qui semble vouloir perdurer dans le présent. Ce romantisme tient à la gloire que procure aux stratèges cette gloire guerrière, mais également par le faste et le spectaculaire qui

¹³⁵ FM 100-5, the Field Service Regulations (Tentative), Operations, 1939.

¹³⁶ R.F. Weigley, *The Age of Battles: The Quest for Decisive Warfare from Breitenfeld to Waterloo*, Indiana University Press, 2004

entourent ces combats, dont Hollywood a su tirer parti, masquant ce faisant les sièges et les raids, les combats pour les ressources et les assassinats. Les images de victoires décisives masquent que ces dernières ont d'abord reposé sur des manœuvres, des harcèlements et des attaques indirectes.

La victoire décisive reste un récit, et ne peut se superposer à la victoire. Et si la victoire décisive n'existe pas, la victoire réelle ne sera jamais aussi éclatante que le mythe, et ne se révélera qu'après une évaluation.

3.2. La victoire aujourd'hui

Eviter ces écueils ne suffira pas. Pour vaincre demain, il faudra d'abord remporter la bataille de la perception, indispensable pour gagner la guerre des opinions. Il faudra ensuite réapprendre, avec modestie, à mettre nos ambitions à la hauteur des moyens et du temps que le politique pourra consacrer aux opérations. Enfin, il faudra réapprendre à assumer la complexité des négociations avec des ennemis idéologisés à l'extrême.

3.2.1. La narration de la victoire

Nous avons vu que les opinions qui construisent la victoire sont nombreuses, mais qu'aujourd'hui, l'opinion publique interne devient l'un des critères privilégiés de la victoire. « La foi en la victoire

détermine la victoire »¹³⁷ affirmait Robert Debs Heinl dès 1966.

La victoire ne peut donc être que le seul but de toute entreprise guerrière, et doit être portée par une conviction et une ambition forte. Elle sert de moteur et Winston Churchill l'avait bien compris lorsqu'il déclama son fameux discours à la Chambre des communes le 13 mai 1940 : « Vous demandez, quel est notre but ? Je peux répondre en un mot : "La victoire - la victoire à tout prix, la victoire malgré toute la terreur, la victoire quelle que soit la longueur et la difficulté du chemin ; car sans victoire, il n'y a pas de survie. »¹³⁸

La narration pour le politique : quel intérêt pour le politique de narrer la victoire ?

La narration pour définir les critères de victoire

Tout d'abord, la construction de la narration de la victoire va permettre de définir précisément ce que signifie la victoire, et quels sont les buts recherchés. Pour rédiger la narration, il ne suffira plus d'affirmer qu'il faut gagner la guerre, il faudra fixer ce qui est à gagner, les conditions politiques d'après-guerre : quelles modifications par rapport à la situation ante, quelles marges de négociation, quelle situation pour le perdant (que lui sera-t-il imposé, quelle sera son identité politique post-conflit, comment l'aidera-t-on

¹³⁷ R.D. Heinl, *Dictionary of Military and Naval Quotations*, United States Naval Institute, 1966

¹³⁸ W. Churchill, « Blood, Toil, Tears and Sweat - International Churchill Society », 1940, en ligne <https://winstonchurchill.org/resources/speeches/1940-the-finest-hour/blood-toil-tears-and-sweat-2/> (consulté le 3 mars 2021)

à se reconstruire).

Cette planification, qui pousse à construire une image de la situation post-conflit pourrait paraître évidente. L'est-elle vraiment ? Outre les cas précédemment cités avec le danger de l'hubris de la victoire, on observe que dans le passé, cette planification n'a pas toujours été la règle. Ainsi, lors de la guerre d'Irak de 2003, il faudra attendre 2005 et la parution de la *National Strategy for Victory in Iraq*¹³⁹ pour que l'administration Bush définisse ce qui pourrait être la victoire. Cette narration de la victoire permettra également aux décideurs de formuler les objectifs à atteindre et d'évaluer si ceux-ci sont importants, pertinents et utiles.

William C. Martel, dans son ouvrage *Victory in War* illustre le pouvoir de la narration dans les guerres les plus complexes auxquelles les Etats font face aujourd'hui, les guerres contre les extrémismes. Le dilemme pour les Etats consiste à savoir comment définir la victoire dans les luttes des États contre les organisations extrémistes.

Il note ainsi que, « à l'exception de plusieurs travaux du début et du milieu du XXe siècle sur la contre-insurrection et la guerre d'insurrection, réalisés par Lyautey et Mao (entre autres), l'étude de la victoire a largement exclu le problème de la manière de vaincre les extrémistes et de mettre fin aux insurrections »¹⁴⁰.

¹³⁹ N.S. Council (U.S.), *National Strategy for Victory in Iraq*, National Security Council, 2005

¹⁴⁰ W.C. Martel, *Victory in War: Foundations of Modern Military Policy*, Cambridge University Press, 25 décembre 2006

Comment vaincre face à un groupe politique qui ne craint pas son opinion publique, qui a une politique jusqu'au-boutiste et ne craint ni la défaite militaire ni la mort ? Différents types de victoire stratégiques sont envisageables : la destruction de la capacité de nuisance pour une période donnée, ou la destruction d'une idéologie.

La destruction de la capacité de nuisance viserait à détruire la capacité des groupes ennemis à mener une insurrection, mettant ainsi fin aux attaques qui terrorisent la population et déstabilisent le gouvernement. Evidemment, cette destruction ne peut être que temporaire. En effet, les extrémistes peuvent recruter de nouvelles recrues et peuvent adapter leurs modes d'action.

La destruction d'une idéologie est beaucoup plus difficile à obtenir, tant par les moyens à engager que par le temps à y consacrer. Pour vaincre une idéologie, le rapport au temps doit être réévalué : ce n'est plus l'affaire de quelques mandats, mais de décennies entières. Il s'agit de continuer à détruire la capacité de nuisance mais également de supprimer tout mécontentement, désordre social, injustice qui contribuent à fournir des troupes à l'extrémisme. Le tempo est donc plus celui d'une génération que d'un mandat présidentiel. « Le problème pratique pour les décideurs politiques est de savoir si les démocraties ont la patience de s'attaquer à des problèmes qui nécessitent des solutions à long terme »¹⁴¹ souligne ainsi W. C. Martel.

Cette patience ne sera jamais aisée à obtenir, dans un

¹⁴¹ *Ibid.*

monde où l'impatience s'oppose au temps long qui est celui de la résolution des crises. Comment l'obtenir quand, « une semaine après le début de notre intervention au Mali, plusieurs journaux titraient déjà sur l'enlisement de l'opération »¹⁴² se demande le général Bentégeat.

La narration contre le danger de l'hubris de la victoire

L'écriture de la narration de la victoire permettra également d'éviter le risque de l'hubris de la victoire mentionné en deuxième partie. Après les victoires militaires initiales toujours grisantes, lorsque les décideurs politiques seront tentés d'accroître leur gain, ils pourront résister, avec le narratif de la victoire, à attendre davantage de la situation post-conflit.

La narration auprès de l'opinion publique

Nous avons vu que l'opinion publique comptait dans l'évaluation de la victoire. Or les sociétés démocratiques, en comparaison des régimes autoritaires qui exercent un contrôle plus strict sur les médias et sur leur population, semblent confrontées à des défis plus importants pour mobiliser le soutien populaire à la guerre.

Face à cette difficulté, la narration de la victoire peut permettre de consolider le soutien.

Le chercheur américain John Mueller a étudié la

¹⁴² H. Bentégeat, « Efficacité et utilité des interventions militaires », *Revue Defense Nationale*, 11 mars 2020, vol. N° 828, n° 3, p. 19-28

complexité de l'opinion publique face à la guerre en se basant sur la guerre du Golfe¹⁴³, qu'il décrira comme la « mère de tous les événements de sondage », tant les américains auront été consultés avant, pendant et après la guerre.

Il ressort de son étude que la population américaine soutient plus facilement l'option militaire si la victoire est décrite avec clarté. L'effet « Pearl Harbor » ou « ralliement autour du drapeau » semble efficace en début de crise, mais l'opinion publique serait également prête à prolonger la guerre si l'objectif est d'obtenir des résultats moins ambigus en sortie de crise.

La recherche du récit de la victoire apporte une compréhension plus complète et plus systématique de ce que la victoire signifie pour l'État, qui obtient par la même un soutien plus large : « le succès complet ne vient que de ceux qui peuvent contrôler les idées, l'imagination, les esprits actifs et l'initiative du moment »¹⁴⁴. Cela est principalement dû à « l'attrait émotionnel de la victoire », qui s'oppose à « la répugnance de la défaite »¹⁴⁵.

C'est la capacité à construire et à raconter sa victoire qui détermine le résultat de la guerre.

¹⁴³ J. Mueller, J.P. Mueller, *Policy and Opinion in the Gulf War*, University of Chicago Press, juillet 1994

¹⁴⁴ J.I. Alger, J.J. Alger, J. Luvaas, *The Quest for Victory: The History of the Principles of War*, Greenwood Press, 1982

¹⁴⁵ R.G. O'Connor, « Victory in Modern War on JSTOR », 1969, en ligne <https://www.jstor.org/stable/422752?seq=1> (consulté le 16 novembre 2020)

Réapprendre à raconter

Pour vaincre, il faut réapprendre à raconter la victoire, car comme le rappelle le Général Stanley McChrystal, commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan (ISAF) de 2009 à 2010 : « remporter la bataille de la perception est essentiel... Nous gagnons lorsque les gens décident que nous avons gagné. »¹⁴⁶. La bataille de la narration fait alors rage sur Internet. Les Talibans ne sont pas en reste, et proposent ainsi un site en cinq langues, quand l'ISAF n'en propose que trois¹⁴⁷.

C'est le rôle de la STRATCOM, la communication stratégique aujourd'hui. Son rôle exact est souvent discuté. Pour l'OTAN c'est « l'utilisation coordonnée et appropriée des fonctions et compétences relatives aux communications de l'OTAN – la diplomatie publique (*Public Diplomacy*), les relations publiques (*Public Affairs*), les opérations d'information (*Information Operations*) et les opérations militaires d'influence (*Psychological Operations*) – pour appuyer la politique, les opérations et les actions de l'Alliance, et dans le but de réaliser les objectifs de l'OTAN. »¹⁴⁸

La communication stratégique doit ainsi unifier le message des acteurs de l'information en vue d'aboutir

¹⁴⁶ M. Laity, « Les apories de la communication stratégique en Afghanistan », *Politique étrangère*, Institut français des relations internationales, 17 décembre 2013, vol. Hiver, n° 4, p. 161-174

¹⁴⁷ « The Taliban run a website in five languages. Why can't @ISAFmedia manage three? 6amrhetoricalquestion », Alex Strick v L @strickvl sur Twitter, < twitter.com/strickvl/status/263530798949482496 >.

¹⁴⁸ Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (2013), DC-004_GIATO (2013), Glossaire interarmées de terminologie opérationnelle, no212/DEF/CICDE/NP, (16 décembre 2013).

à un discours commun au service de l'objectif global. En théorie, la chose est simple. Le narratif de la victoire choisi doit servir à influencer les différentes opinions en présence.

Cependant, même au sein d'un même Etat, ces acteurs de l'information sont multiples, dépendant de plusieurs ministères, et, souvent focalisés sur leur propre objectif, ils ne mettent l'accent que sur certains aspects du narratif. En fin de compte, l'hétérogénéité des propos ne permet pas l'influence désirée.

Pour remettre de la cohérence entre ces acteurs, il faut établir une manœuvre intégrale, « combinant l'influence, l'usage de la force, les actions sous le seuil de violence ou encore les aspects énergétiques »¹⁴⁹. Or, comme le souligne les colonels Le Flem et Oliva, « la France n'est pas parvenue à se doter d'une stratégie interministérielle de gestion civilo-militaire des crises extérieures »¹⁵⁰. Dès lors, sans cette grande stratégie, comment écrire une histoire de la victoire ?

Comment écrire la STRATCOM alors ?

Prenons l'exemple du Sahel : la STRATCOM s'érige au niveau politico-militaire via le Comité de direction stratégique, qui regroupe le directeur de cabinet du Ministère des Armées (DIRCAB MINARM), le directeur de cabinet du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (DIRCAB MEAE) et du sous-chef opérations

¹⁴⁹ J. Henrotin, « Quelles victoires pour quelles guerres ? – Areion24.news », 2020, en ligne https://www.areion24.news/2020/11/17/quelles-victoires-pour-quelles-guerres%e2%80%89/amp/?__twitter_impression=true (consulté le 9 décembre 2020)

¹⁵⁰ J.G. Le Flem, B. Oliva, *Un sentiment d'inachevé*, op. cit. note 109

(SCOPS). Cette STRACOM est ensuite déclinée au niveau stratégique par le Comité de coordination stratégique qui regroupe le Centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), de la cellule communication de l'Etat-major des Armées, de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie du ministère de la Défense (DGRIS), de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense (DICOD), avant d'arriver au niveau opératif sur le théâtre.

On le voit, les acteurs sont nombreux. Peut-être trop pour être efficaces ? En outre, la question du pilotage interministérielle se pose ? « La coordination des efforts au sein d'une communication d'influence cohérente reste difficile à mettre en place. »¹⁵¹ relève Romain Mielcarek. Il note ainsi que « diplomates et militaires peinent à développer des messages communs. De même, l'exécutif est souvent porteur de son propre message, sans réelle coordination avec les militaires. »¹⁵²

Il ne faut pas laisser le narratif à l'adversaire. Le politique doit se ressaisir des enjeux liés à la communication publique, et doit assumer une communication stratégique ambitieuse, coordonnée au niveau interministériel.

Pour reprendre le général de Lattre, « A quoi sert de

¹⁵¹ R. Mielcarek, « La défense française, en retard dans le domaine de la communication stratégique », *Les Champs de Mars*, Presses de Sciences Po, 25 mai 2018, vol. N° 30 + Supplément, n° 1, p. 37-45

¹⁵² *Ibid.*

remporter des victoires, si l'univers ne le sait pas ? ».

3.2.2. *La modestie*

La mesure de la victoire a fait apparaître la complexité de la victoire aujourd'hui. La capacité à convertir une domination en effets politiques durables s'est amenuisée au cours des dernières décennies, pour des raisons normatives, stratégiques et politiques. La victoire future devra donc être empreinte de modestie.

Modestie des politiques et des militaires

Cette modestie devra tout d'abord lutter contre toute forme de vanité et d'orgueil chez les décideurs. J. Cathal Nolan relève la vanité des élites civiles qui élaborent une politique à court terme et l'appellent stratégie à long terme, mais aussi la vanité des généraux et des amiraux qui mettent en œuvre des plans de guerre imparfaits ou ineptes, tout en sachant que les moyens dont ils disposent ne leur permettent pas d'atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés¹⁵³.

Modestie de l'ambition de nos opérations

La modestie doit également se retrouver dans l'ambition de nos opérations. La prédominance des guerres limitées depuis la Seconde guerre mondiale nous impose d'adapter les attentes politiques qui peuvent être escomptées des opérations militaires. La

¹⁵³ C. Nolan, *The Allure of Battle*, op. cit. note 88

victoire au XXI^{ème} siècle ne saurait être comprise comme une domination écrasante qui serait synonyme de paix retrouvée.

L'« approche globale » ou « intégrée », souvent proposée comme une recette miracle, en offrant un « piano stratégique » au décideur politique, permettant des variations sur les gammes politique, diplomatique, économique, juridique et militaire, rencontre d'énormes difficultés de mise en œuvre, notamment à cause d'une coordination interministérielle souvent complexe à mettre en musique. Les temporalités des acteurs sont « difficilement compatibles et leurs objectifs parfois inconciliables »¹⁵⁴.

Nos moyens sont limités tout comme le temps que l'opinion est prête à y consacrer. Alors que faire ?

Nos démocraties occidentales ont peu de choix. Pour se défendre contre les agressions et préserver leur liberté, elles ne peuvent se réduire à l'impuissance. Comme le rappelle Raymond Aron, « c'est une double illusion de croire que la paix régnera lorsqu'un perturbateur aura été éliminé ou lorsque les États cesseront de se faire justice eux-mêmes »¹⁵⁵.

Nos démocraties occidentales ne pourront pas tout résoudre grâce à leurs interventions. Ni la victoire militaire, ni des stratégies d'approche globale ne sauraient être la solution miracle. Si les interventions seront toujours nécessaires, la limite de leurs effets ne

¹⁵⁴ H. Bentégeat, « Efficacité et utilité des interventions militaires », *op. cit.* note 142, p. 19-28

¹⁵⁵ R. Aron, *Espoir et peur du siècle: essais non partisans*, Calmann-Lévy, 1957

devrait jamais être oubliée.

Il serait prétentieux de croire que des forces exogènes seraient à même de régler des tensions locales. Evidemment la solution devra venir des acteurs endogènes. Les pays démocratiques ne pourront empêcher les peuples de « chercher leur salut, chacun selon son génie »¹⁵⁶. Dans *Paix et Guerre entre les nations*, Aron affirmait en effet qu'il existait un « génie » du peuple algérien, qui lui seul pourrait trouver une issue aux luttes intestines et externes de l'Algérie. La modestie que nous impose notre relative impuissance dans les guerres insurrectionnelles doit nous rappeler de faire confiance au génie des peuples, qu'ils soient afghan, malien, libyen, et que ce génie a besoin de temps.

Pourtant, ne rien faire n'est pas une solution. Les Etats démocratiques doivent se défendre contre les agressions et préserver leurs libertés.

Un exemple de victoire modeste : « mowing the lawn »

Que faire dans les guerres limitées auxquelles la France fait face aujourd'hui ? L'éradication ou la reddition complète de l'ennemi radicalisé ne semble être des objectifs atteignables. La transformation des sociétés, par l'approche globale, ne peut se concrétiser sur des tempos politiques ou médiatiques.

Dans les vingt dernières années, les Etats-Unis, (avec l'Irak et l'Afghanistan) et Israël (Gaza) en particulier ont été longuement confrontés à des luttes contre-

¹⁵⁶ R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, op. cit. note 54

insurrectionnelles, et ont ainsi été amenées à développer des stratégies moins ambitieuses, comme le raid ou la tactique du « *moving the lawn* », littéralement « *tondre le gazon* ».

En quoi consistent ces stratégies ?

Sir Rupert Smith définit le raid comme une application mesurée de la force, sous la forme d'un « raid au niveau du théâtre ou stratégique plutôt que d'une opération soutenue »¹⁵⁷. Le raid est de volume variable : il peut aller de frappes aériennes, continues ou non, de l'utilisation ponctuelle de forces spéciales au déploiement de contingents de forces conventionnelles pendant une longue période, de plusieurs semaines à plusieurs mois¹⁵⁸.

Il s'agit pour ces raids de « *mowing the lawn* », c'est-à-dire « tondre l'herbe », l'herbe étant comprise ici comme l'ennemi. Il s'agit non d'arracher l'herbe, viser la destruction complète de l'ennemi, mais de la couper pour qu'elle reste à mesure du jardin, non envahissante, i.e. infliger à l'ennemi des pertes suffisamment lourdes pour affaiblir significativement ses capacités d'action.

Cette stratégie est donc celle d'une guerre d'usure, aux objectifs politiques volontairement modestes. L'expression « *moving the lawn* » vient d'Israël, dont les forces armées, incapables de neutraliser les groupes du Hamas et du Hezbollah, tentent de les

¹⁵⁷ R. Smith, *L'utilité de la force: l'art de la guerre aujourd'hui*, Economica, 2007

¹⁵⁸ E. INBAR, E. SHAMIR, « What after counter-insurgency? Raiding in zones of turmoil », *International Affairs*, 1 novembre 2016, vol. 92, n° 6, p. 1427-1441, DOI:10.1111/1468-2346.12751

maintenir faibles. La tâche n'est donc jamais achevée et doit donc être régulièrement reprise.

Ce mode d'action suppose l'acceptation par le pouvoir politique qu'il ne pourra jamais déclarer la victoire complète face aux groupes rebelles. La victoire aura le visage, peu glorieux sur le plan de la communication, de l'affaiblissement temporel de l'ennemi, voire même du statu quo.

Cette vision de la victoire est complexe car elle est en contradiction avec la notion de victoire, glorieuse et triomphante que l'on s'en fait habituellement. Cette vision nous incite à revoir nos critères de victoire, qui ne pourront plus, dans les guerres de guérilla se fonder sur des notions de caractère décisifs. Comment pourrait-on revoir cette victoire ?

Quelle victoire ?

Nous l'avons vu, la stratégie « *moving the lawn* » vise à préserver le statu quo plus que la neutralisation totale de l'ennemi. Peut-on alors parler de victoire ? La question mérite d'être posée car si le politique s'engage dans la voie de la guerre, acte responsable qui l'engage devant l'histoire, il doit s'attendre en retour à des résultats, tant en politique intérieure qu'en politique extérieure. Ces résultats sont généralement le fruit de la communication autour de la victoire. Or, avec la stratégie d'usure ou les raids, la victoire ne se concrétise pas en actes formels (acte de reddition, signature d'accord, etc.).

Ces stratégies moins ambitieuses ont évidemment des gains politiques plus limités. Mais elles comportent plusieurs avantages :

- s'il est difficile de faire accepter à son opinion publique des opérations de grande échelle (volume de forces déployés pour un temps long – en années), notamment quand les résultats politiques ne sont au final que très modestes, il est plus facile de vendre une opération plus mesurée qui aboutira à des résultats quasi-équivalents. Pour le politique, des résultats peuvent alors être envisagées en politique extérieure comme en politique intérieure.
- les rapports entre coûts et bénéfices des raids offrent de nombreux avantages pour un investissement relativement modeste. En utilisant une force cinétique sur une courte période, le raid est capable de détruire des éléments importants des capacités militaires de son adversaire. En outre, la détermination dans la réalisation de l'attaque inculque la peur et crée un effet dissuasif, au moins pour une courte période.

Plus facilement « vendable » à l'opinion publique, avec un rapport entre coût et efficacité avantageux, le raid semble une option possible.

L'opération Serval peut-elle être considérée comme un raid ? Elle semble répondre aux critères : d'une durée limitée (17 mois), elle a permis de remplir les buts tels qu'exprimés par le président français, François Hollande, le 15 janvier 2013, à savoir l'arrêt de l'avancée en direction de Bamako des forces djihadistes, la sécurisation de la capitale du Mali et la possibilité pour le pays de recouvrer son intégrité territoriale. Les pertes infligées à l'ennemi sont alors suffisamment lourdes pour affaiblir ses capacités d'action, et le placer dans une situation d'infériorité

qui aurait pu l'inciter à négocier.

Alors fallait-il proclamer la victoire plus tôt, à l'issue du raid Serval ? Affirmer en 2021 qu'« il apparaît clairement que la transformation de Serval - intervention ponctuelle qui a mis en échec en 2013 une tentative de prise de contrôle du Mali par des groupes djihadistes - en l'opération de longue durée sous drapeau français qu'est Barkhane se révèle une erreur. »¹⁵⁹ ne suffit pas. Mais pour écrire ces lignes en 2013, ou 2014, encore aurait-il fallu définir ce qu'était la victoire.

Comme l'affirme William C Martel, l'absence de compréhension claire du concept de victoire obère la capacité des décideurs politiques à utiliser efficacement la force à des fins politiques, et complique le débat sociétal sur la guerre¹⁶⁰. La victoire est un champ que le politicien doit urgemment se réapproprier. Sinon, mal à l'aise avec le concept, il en confisquera le débat et *in fine*, ne la verra pas.

3.2.3. *Diplomatie de guerre*

Nous avons vu dans la deuxième partie que la victoire était souvent le fruit d'une décision mutuelle. Vainqueur et vaincu contribuent à la décision de mettre un terme au conflit, « forme de négociation appuyée sur l'emploi de la force »¹⁶¹. La guerre se termine alors par « un accord ou au moins une sorte

¹⁵⁹ N. Normand, S. Michailof, « *Au Mali, la France doit conditionner ses efforts militaires à une réforme de l'État* », *op. cit.* note 7

¹⁶⁰ W.C. Martel, « *Victory in scholarship on strategy and war* », *op. cit.* note 8, p. 513-536

¹⁶¹ T.C. Schelling, *The Strategy of Conflict*, *op. cit.* note 96

de reconnaissance et d'acquiescement mutuels »¹⁶², désignant un gagnant et un perdant.

Pour ce faire, la diplomatie, qui préexiste au conflit, ne doit pas s'arrêter quand commence l'engagement militaire. Elle doit au contraire s'intensifier, pour l'accompagner et l'orienter. Il s'agit bien, comme le rappelle Goemans, d'acquérir une connaissance suffisante des forces et faiblesses de l'autre pour s'entendre sur l'issue probable de la poursuite de la guerre¹⁶³.

Si « le commerce entre nations ne s'arrête pas le jour où la poudre commence de parler »¹⁶⁴, qu'en est-il aujourd'hui avec les guerres qui ne sont plus des guerres entre nations, entre Etats, mais qui se font contre des guérillas qui opèrent au sein des populations ?

Hier, les guérillas avaient un bras politique avec lequel on pouvait négocier. « Les extrémistes dans l'immédiat étaient parfois des modérés à terme. »¹⁶⁵ Hugues Esquerre rappelle que les insurrections « traditionnelles » étaient organisées selon quatre piliers¹⁶⁶ : une organisation politico-administrative au commandement unique, un appareil militaire subordonné au politique, une branche terroriste distincte et strictement cloisonnée et, enfin, une vitrine légale, le plus souvent sous la forme d'un parti unique, dont toutes les actions étaient strictement légales. Cette dernière, la vitrine légale, permettait le

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ H.E. Goemans, *War and Punishment*, *op. cit.* note 98

¹⁶⁴ R. Aron, *Paix et guerre entre les nations*, *op. cit.* note 54

¹⁶⁵ *Ibid.*

¹⁶⁶ H. Esquerre, *Dans la tête des insurgés*, Editions du Rocher, 24 octobre 2013

dialogue.

« *Avec les terroristes, on ne discute pas. On combat* »¹⁶⁷, *Président Macron, 2020.*

Aujourd'hui, le dialogue semble moins évident pour plusieurs raisons. Négocier avec les terroristes reviendrait à négocier avec le diable en personne. Et négocier avec un démon est ardu comme le rappelle Pierre Grosser¹⁶⁸, qui met en évidence que les mécanismes de diabolisation rendent « difficiles les interactions avec l'ennemi », car « une fois que celui-ci a été diabolisé », ce dernier devient de fait disqualifié moralement. Négocier reviendrait à perdre son âme.

Alors que faire d'un ennemi non-étatique radicalisé ?

« Les détruire »¹⁶⁹ répondra François Hollande le 15 janvier 2013 au commencement de l'opération Serval. Le vocabulaire utilisé rappelle celui du président Bush et son objectif de « détruire les Talibans ». Cependant, si on poursuit la comparaison avec l'intervention en Afghanistan, on note que la fin est sensiblement différente de l'objectif de destruction annoncé. En effet, après plus de vingt années de combats, les Etats-Unis ont repris les pourparlers de paix avec les talibans afghans, dans le dos de ceux

¹⁶⁷ Dépêche AFP, « Sahel : «avec les terroristes, on ne discute pas», déclare Emmanuel Macron », *LEFIGARO*, 2020, en ligne <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/sahel-avec-les-terroristes-on-ne-discute-pas-declare-macron-20201120> (consulté le 9 décembre 2020)

¹⁶⁸ P. Grosser, *Traiter avec le diable ? : Les vrais enjeux de la diplomatie au XXIe siècle*, Odile Jacob, 10 octobre 2013

¹⁶⁹ F. Hollande, « Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et les Emirats arabes unis et sur l'intervention militaire française au Mali, à Dubai le 15 janvier 2013. », *Vie publique.fr*, 2013, en ligne <https://www.vie-publique.fr/discours/186803-conference-de-presse-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique> (consulté le 6 mars 2021)

qu'ils ont mis en place au pouvoir.

Pour Jonathan Powell, rien d'étonnant. Se considérant comme un praticien plutôt qu'un universitaire, il fut, en tant que chef de cabinet de Downing Street, le négociateur en chef de Tony Blair en Irlande du Nord et a joué en cette qualité, un rôle clé dans la négociation puis la mise en œuvre de l'accord du Vendredi Saint¹⁷⁰.

Dans son ouvrage majeur *Talking to Terrorists: How to End Armed Conflicts*¹⁷¹, il s'appuie sur son expérience pour affirmer que les combats contre le terrorisme se terminent presque toujours par une négociation. Il illustre ses arguments par une série d'exemples d'Afrique australe, d'Amérique latine, du Moyen-Orient, en passant par le règlement algérien de 1962 et celui de l'ETA par le gouvernement espagnol. Son étude conclut que le terrorisme n'est presque jamais vaincu par la seule action militaire et policière, mais qu'il nécessite une période de négociation.

Dans ce dialogue avec le mal, face aux accusations de faiblesse et d'immoralité, il répond que « le problème n'est pas de parler aux terroristes, mais de leur céder ». Il soutient également que nous perdons beaucoup de temps à considérer les terroristes comme inconciliables et irrécupérables avant de décider tardivement de parler.

¹⁷⁰ L'accord du Vendredi saint (anglais : The Good Friday Agreement, irlandais : Comhaontú Aoine an Chéasta), également appelé accord de Belfast (anglais : Belfast Agreement, irlandais : Comhaontú Bhéal Feirste), officiellement nommé accord de paix pour l'Irlande du Nord (anglais : The Northern Ireland Peace Agreement), a été signé le 10 avril 1998 par les principales forces politiques d'Irlande du Nord acceptant une solution politique pour mettre fin aux trente années (de 1969 à 1998) de troubles sanglants qui firent 3 480 morts (https://fr.wikipedia.org/wiki/Accord_du_Vendredi_saint).

¹⁷¹ J. Powell, *Talking to Terrorists: How to End Armed Conflicts*, Random House, 2 octobre 2014

Evidemment, comme le rappelle le général Lecointre, le politique devra se poser des questions « sur le degré d'acceptabilité morale ou le risque que nous prendrions d'ailleurs à aller négocier avec des **terroristes** dont on sait qu'ils sont extrêmement idéologisés »¹⁷². Mais, le « grand chelem »¹⁷³, à savoir répondre aux demandes contradictoires de sécurité, de moralité absolue, de destruction totale de l'ennemi et de refus des compromissions ne sera pas possible. Il est urgent d'assumer la complexité et l'incohérence, et de croire aux vertus de la diplomatie tout en reconnaissant ses limites, ce qui conduit Pierre Grosser à appeler de ses vœux une « éthique du contact, de la négociation et du compromis »¹⁷⁴.

La victoire est aussi à ce prix.

¹⁷² F. Lecointre, « Invité du matin - Barkhane: en 2020, «un bilan très positif» même si «tout reste fragile», selon le général Lecointre », *RFI*, 13 décembre 2020, en ligne <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invité-du-matin/20201213-barkhane-en-2020-un-bilan-très-positif-même-si-tout-reste-fragile-selon-le-général-lecointre> (consulté le 14 décembre 2020)

¹⁷³ P. Grosser, *Traiter avec le diable ?*, *op. cit.* note 168

¹⁷⁴ *Ibid.*

CONCLUSION

« Victoire » est un terme puissant, et doit donc être manié avec prudence par le militaire et le politique. Cette prudence ne passera que par une réappropriation réelle du concept. Cette dernière sera complexe, la victoire étant d'abord une évaluation, donc forcément subjective, de nombreux acteurs comme le peuple, les élites politiques et militaires, l'opinion des pays amis et des alliés et enfin celle de l'ennemi.

Ces acteurs, bien souvent, utilisent des critères d'antan aujourd'hui obsolètes comme la perte ou le gain de territoires, les bilans militaires ou l'atteinte ou non des buts de guerre. Mais ces outils ont perdu de leur pertinence.

Dans cet essai, nous avons suggéré que la mesure de ces critères doit être complétée par d'autres qui rendent mieux compte de la réalité actuelle des conflits. Ainsi, l'entité politique qui revendiquera la victoire devra aujourd'hui s'assurer d'une combinaison des critères interconnectés suivants : contrôle de l'information, dissuasion militaire, réalité politique et sociétale du perdant et légitimité interne et externe.

Ce chemin vers la compréhension et la mesure de la victoire révèle des écueils à éviter tant pour le militaire que pour le politique dans sa quête de succès. Ces leaders devront éviter le danger des guerres sans fin, de l'hubris que procurent les résultats tactiques rapides et de la recherche de la victoire décisive qui n'a jamais été qu'un mythe.

Eviter ces écueils ne suffira pas. Pour vaincre demain, il faudra d'abord remporter la bataille de la perception, ce qui passera par un apprentissage de la

narration de la victoire, processus complexe face à nos opérations multi-domaines souvent en coalition. Il faudra ensuite réapprendre, avec modestie, à mettre nos ambitions à la hauteur des moyens et du temps que le politique pourra consacrer aux opérations. Enfin, et la tâche n'en sera pas moins complexe, il faudra réapprendre à assumer la complexité des négociations avec nos ennemis idéologisés à l'extrême. Il faut retrouver les vertus de la diplomatie de guerre tout en reconnaissant ses limites.

Dresser un constat d'impuissance politique et militaire sur la base de l'incapacité des États occidentaux à atteindre des résultats durables en Afghanistan, dans le Levant ou dans le Sahel, ne permet pas d'exclure la guerre des outils du politique. De fait, nous ne choisirons jamais notre ennemi, c'est lui qui nous choisira. La guerre nous sera imposée. Et, alors que réapparaît la logique du rapport de force entre puissances majeures, il devient urgent de savoir ce que vaincre veut dire.

BIOGRAPHIE

Ouvrages

ALGER J.I., ALGER J.J., LUYAAS J., *The Quest for Victory: The History of the Principles of War*, Greenwood Press, 1982, 352 pages.

ARISTOTELES, TRICOT J., *Ethique à Nicomaque*, Vrin, 1959, 548 pages.

ARON R., *Penser la guerre, Clausewitz (Tome 1) - L'âge européen*, Editions Gallimard, 1 juillet 2017, 705 pages.

ARON R., *Sur Clausewitz*, Editions Complexe, 2005, 196 pages.

ARON R., *Paix et guerre entre les nations*, Calmann-Lévy, 1962, 830 pages.

ARON R., *Espoir et peur du siècle: essais non partisans*, Calmann-Lévy, 1957, 380 pages.

BADIE B., *L'impuissance de la puissance: Essai sur les nouvelles relations internationales*, Fayard, 27 octobre 2004, 107 pages.

BAYLIS J., WIRTZ J.J., GRAY C.S., *Strategy in the Contemporary World: An Introduction to Strategic Studies*, Oxford University Press, 2016, 455 pages.

BEAUFRE A., *Introduction à la stratégie*, Hachette

Littératures, 1998, 192 pages.

BOUTHOU G., *Les guerres, éléments de polémologie: méthodes, doctrines et opinions sur la guerre, morphologie, éléments techniques, démographiques, économiques, psychologiques, périodicité*, Payot, 1951, 4 pages.

BOUTHOU G., *Traité de polémologie: sociologie des guerres*, Payot, 1991, 560 pages.

BRAS-CHOPARD A.L., *La guerre: théories et idéologies*, Montchrestien, 1994, 168 pages.

CALAHAN H.A., *What Makes a War End?*, Vanguard Press, 1944, 264 pages.

CASTEX R., *Théories stratégiques ...*, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1939, 404 pages.

CLAUSEWITZ (VON) C., *De la guerre (Livre 1)*, Flammarion, 21 mai 2014, 452 pages.

CORBETT J.S., *Some Principles of Maritime Strategy*, Naval Institute Press, 1988, 416 pages.

COUNCIL (U.S.) N.S., *National Strategy for Victory in Iraq*, National Security Council, 2005, 84 pages.

DAVID C.-P., SCHMITT O., *La Guerre et la Paix: Approches et enjeux de la sécurité et de la stratégie*, Presses de Sciences Po, 1 octobre 2020, 570 pages.

DEFARGES P.M., *La politique internationale*, Hachette,

1990, 380 pages.

DELMAS P., *Le bel avenir de la guerre*, GALLIMARD, 1997, 281 pages.

DESPORTES V., *La guerre probable: penser autrement*, Economica, 2007, 218 pages.

DURKHEIM E., *Le Suicide*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 11 juin 2015, 100 pages.

ESQUERRE H., *Dans la tête des insurgés*, Editions du Rocher, 24 octobre 2013, 215 pages.

FREEDMAN L., *Strategy: A History*, Oxford University Press, 26 août 2015, 768 pages.

FREUND J., *Qu'est-ce que la politique?*, Seuil, 1978, 186 pages.

GERE F., *Dictionnaire de la pensée stratégique*, FeniXX, 1 janvier 2000, 887 pages.

GOEMANS H.E., *War and Punishment: The Causes of War Termination and the First World War*, Princeton University Press, 6 janvier 2012, 366 pages.

GRAY C.S., GRAY P.E. of S.S.C.S., *Modern Strategy*, Oxford University Press, 1999, 412 pages.

GRAYLING A.C., *War: An Enquiry*, Yale University Press, 1 janvier 2017, 285 pages.

GROS F., *Etats de violence: essai sur la fin de la guerre*, Gallimard, 2006, 324 pages.

GROSSER P., *Traiter avec le diable ? : Les vrais enjeux de la diplomatie au XXIe siècle*, Odile Jacob, 10 octobre 2013, 415 pages.

HANSON V.D., *Le modèle occidental de la guerre: la bataille d'infanterie dans la Grèce classique*, Tallandier, 2007, 298 pages.

HART B.H.L., *Stratégie*, Librairie Académique Perrin, 12 mars 2015, 570 pages.

HEGEL G.W.F., *Leçons sur la philosophie de l'histoire*, Vrin, 1979, 364 pages.

HEINL R.D., *Dictionary of Military and Naval Quotations*, United States Naval Institute, 1966, 424 pages.

JULLIEN F., *Conférence sur l'efficacité*, Presses Universitaires de France, 2005, en ligne <https://www.cairn.info/conference-sur-l-efficacite--9782130551430.htm> (consulté le 18 février 2021), DOI:10.3917/puf.julli.2005.01.

KANT I., *Projet de paix perpétuelle: essai philosophique*, Nicolovius, 1796, 120 pages.

LE FLEM J.G., OLIVA B., *Un sentiment d'inachevé: réflexion sur l'efficacité des opérations*, Editions de l'Ecole de Guerre., 2018, 216 pages.

LUTTWAK E.N., *On the Meaning of Victory: Essays on Strategy*, Simon & Schuster, février 1987, 320 pages.

LUTTWAK E.N., *Le grand livre de la stratégie: de la paix et de la guerre*, Odile Jacob, 2002, 404 pages.

MARTEL W.C., *Victory in War: Foundations of Modern Military Policy*, Cambridge University Press, 25 décembre 2006, 348 pages.

METZ S., MILLEN R.A., INSTITUTE S.S., *Future War/Future Battlespace: The Strategic Role Of American Landpower*, Lulu.com, 6 juillet 2014, 50 pages.

MINASSIAN G., *Les sentiers de la victoire: Peut-on encore gagner une guerre ?*, Humensis, 2 septembre 2020, 448 pages.

MONTBRIAL T. De, KLEIN J., *Dictionnaire de stratégie*, Presses universitaires de France, 2000, 604 pages.

MONTGOMERY B., *Histoire de la guerre*, Editions France-Empire, 1970, 640 pages.

MUELLER J., MUELLER J.P., *Policy and Opinion in the Gulf War*, University of Chicago Press, juillet 1994, 408 pages.

NOLAN C., *The Allure of Battle: A History of How Wars Have Been Won and Lost*, Oxford University Press, 2 janvier 2017, 729 pages.

POWELL J., *Talking to Terrorists: How to End Armed Conflicts*, Random House, 2 octobre 2014, 390 pages.

QIAO L., WANG X., *La guerre hors limites*, Payot & Rivages, 2003, 317 pages.

SAINT-EXUPERY A. De, *Écrits de guerre (1939-1944)*, Editions Gallimard, 4 juin 2013, 503 pages.

SARTRE J.-P., *Le Diable Et Le Bon Dieu*, Taylor & Francis, 1951, 228 pages.

SHELLING T.C., *The Strategy of Conflict: With a New Preface by the Author*, Harvard University Press, 15 mai 1981, 281 pages.

SHELLING T.C., *Arms and Influence*, Yale University Press, 1966, en ligne <https://www.jstor.org/stable/j.ctt5vm52s> (consulté le 1 mars 2021).

SCHMITT C., *La Notion de politique: Théorie du partisan*, Calmann-Lévy, 1972, 340 pages.

SMITH R., *L'utilité de la force: l'art de la guerre aujourd'hui*, Economica, 2007, 395 pages.

SPEIER H., *Social Order and the Risks of War: Papers in Political Sociology*, Literary Licensing, LLC, 1952, 506 pages.

SUMMERS H.G., *On Strategy: A Critical Analysis of the Vietnam War*, Random House Publishing Group, 4 février 2009, 241 pages.

VEDRINE H., *Dictionnaire amoureux de la géopolitique*, Place des éditeurs, 11 février 2021, 400 pages.

WEIGLEY R.F., *The Age of Battles: The Quest for Decisive Warfare from Breitenfeld to Waterloo*,

Indiana University Press, 2004, 608 pages.

WRIGHT Q., WRIGHT L.L., *A Study of War*, University of Chicago Press, 15 novembre 1983, 466 pages.

Articles de revue

Anonyme, *Dictionary of United States Military Terms for Joint Usage (short Titel: JD)*, 1964, 249 pages.

ARON R., « De la paix sans victoire. Note sur les relations de la stratégie et de la politique », *Revue française de science politique*, 1951, vol.1, n° 3, p. 241-255, DOI:10.3406/rfsp.1951.392080.

BARTHOLOMEES J.B., « Theory of Victory », 2008, p. 13.

BENTEGEAT H., « Efficacité et utilité des interventions militaires », *Revue Defense Nationale*, 11 mars 2020, vol. N° 828, n° 3, p. 19-28.

COSER L.A., « The Termination of Conflict », *The Journal of Conflict Resolution*, Sage Publications, Inc., 1961, vol. 5, n° 4, p. 347-353.

DESPORTES V., CHAOUAD R., VERZEROLI M., « Du Vietnam au Mali, comment finit-on les guerres? », *Revue internationale et strategique*, 28 octobre 2013, vol. n° 91, n° 3, p. 117-127.

HEUSER B., « Victory, peace, and justice: the neglected trinity », *Joint Force Quarterly*, National Defense

University Press, avril 2013, vol. 69, n° 2, p. 6-12.

HOLEINDRE J.-V., « Survivre, c'est vaincre ? La pensée stratégique de Raymond Aron à l'épreuve des guerres de notre temps », *ei*, Institut québécois des hautes études internationales, 2012, vol. 43, n° 3, p. 439-457, DOI:<https://doi.org/10.7202/1012814ar>.

HOLEINDRE P.J.-V., « Violence, guerre et politique », 2011, p. 13.

HOWARD M., « When are wars decisive? (1999) », *Adelphi Series*, Routledge, 4 mai 2018, vol. 58, n° 472-474, p. 351-366, DOI:10.1080/19445571.2018.1721802.

INBAR E., SHAMIR E., « What after counter-insurgency? Raiding in zones of turmoil », *International Affairs*, 1 novembre 2016, vol. 92, n° 6, p. 1427-1441, DOI:10.1111/1468-2346.12751.

LAITY M., « Les apories de la communication stratégique en Afghanistan », *Politique étrangère*, Institut français des relations internationales, 17 décembre 2013, vol. Hiver, n° 4, p. 161-174.

MARTEL W.C., « Victory in scholarship on strategy and war », *Cambridge Review of International Affairs*, Routledge, 1 septembre 2011, vol. 24, n° 3, p. 513-536, DOI:10.1080/09557571.2011.617356.

MIELCAREK R., « La défense française, en retard dans le domaine de la communication stratégique », *Les*

Champs de Mars, Presses de Sciences Po, 25 mai 2018, vol. N° 30 + Supplément, n° 1, p. 37-45.

MITTON P.-F., « Une esthétique de la guerre est-elle encore possible ? », *Inflexions*, Armée de terre, 22 avril 2020, vol. N° 44-La Beauté, n° 2, p. 105-110.

O'NEILL B.E., KASS I., « The Persian gulf war: A political-military assessment », *Comparative Strategy*, Routledge, 1 avril 1992, vol.11, n° 2, p.213-240, DOI:10.1080/01495939208402872.

SCHU A., « Qu'est-ce que la guerre ? », *Revue française de science politique*, 7 juin 2017, vol. Vol. 67, n° 2, p. 291-308.

SCHU A., « De l'insuffisance de la victoire militaire : une analyse politique du modèle afghan de la guerre », *ei*, 2013, vol. 44, n° 4, p. 597-619, DOI:<https://doi.org/10.7202/1024653ar>.

SITES INTERNET

CHURCHILL W., « Blood, Toil, Tears and Sweat - International Churchill Society », 1940, en ligne <https://winstonchurchill.org/resources/speeches/1940-the-finest-hour/blood-toil-tears-and-sweat-2/> (consulté le 3 mars 2021).

DEPECHE AFP, « Sahel: «avec les terroristes, on ne

discute pas», déclare Emmanuel Macron », *LEFIGARO*, 2020, en ligne <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/sahel-avec-les-terroristes-on-ne-discute-pas-declare-macron-20201120> (consulté le 9 décembre 2020).

HENROTIN J., « Quelles victoires pour quelles guerres ? – Areion24.news », 2020, en ligne https://www.areion24.news/2020/11/17/quelles-victoires-pour-quelles-guerres%e2%80%89/amp/?__twitter_impression=true (consulté le 9 décembre 2020).

HEUSER B., « La victoire militaire ne suffit plus pour imposer la paix », *Le Monde.fr*, 16 juillet 2013, en ligne https://www.lemonde.fr/idees/article/2013/07/16/la-victoire-militaire-ne-suffit-plus-pour-imposer-la-paix_3448549_3232.html (consulté le 1 octobre 2020).

HOLLANDE F., « Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et les Emirats arabes unis et sur l'intervention militaire française au Mali, à Dubai le 15 janvier 2013. », *Vie publique.fr*, 2013, en ligne <https://www.vie-publique.fr/discours/186803-conference-de-presse-de-m-francois-hollande-president-de-la-republique> (consulté le 6 mars 2021).

LECOINTRE F., « Invité du matin - Barkhane: en 2020, «un bilan très positif» même si «tout reste fragile», selon le général Lecointre », *RFI*, 13 décembre 2020,

en ligne <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/invite-du-matin/20201213-barkhane-en-2020-un-bilan-très-positif-même-si-tout-reste-fragile-selon-le-général-lecoindre> (consulté le 14 décembre 2020).

MANDEL R., « Reassessing Victory in Warfare », 2007, en ligne <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0095327X06295515?journalCode=afsa> (consulté le 9 février 2021).

MORAN T., OBAMA B., « Nightline's Interview with President Obama | RealClearPolitics », 2009, en ligne http://www.realclearpolitics.com/articles/2009/07/23/nightline_interview_with_president_obama_transcript_97608.html (consulté le 15 décembre 2020).

NORMAND N., MICHAÏLOF S., « «Au Mali, la France doit conditionner ses efforts militaires à une réforme de l'État» », *Le Figaro*, sans date, en ligne <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/au-mali-la-france-doit-conditionner-ses-efforts-militaires-a-une-reforme-de-l-etat-20210214> (consulté le 16 février 2021).

O'CONNOR R.G., « Victory in Modern War on JSTOR », 1969, en ligne <https://www.jstor.org/stable/422752?seq=1> (consulté le 16 novembre 2020).

O'DRISCOLL C., « Don't believe the movies. In modern warfare, victory is a myth », *Scroll.in*, <https://scroll.in>,

2020, en ligne <https://scroll.in/article/948593/dont-believe-the-movies-in-modern-warfare-victory-is-a-myth> (consulté le 15 décembre 2020).

PRESIDENT BUSH, « President Bush Announces Major Combat Operations in Iraq Have Ended », 1 mai 2003, en ligne <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2003/05/20030501-15.html> (consulté le 8 décembre 2020).

SCHROEDER P.W., « The Risks of Victory: An Historian's Provocation », *The National Interest*, The Center for the National Interest, 1 décembre 2001, en ligne <https://nationalinterest.org/article/the-risks-of-victory-an-historians-provocation-330> (consulté le 24 février 2021).

TABLE DES MATIERES

Résumé.....	2
Introduction	4
1. Comprendre la victoire	11
1.1. <i>La victoire, fille de la guerre et de la stratégie</i>	12
1.1.1. Définition de la guerre chez Clausewitz.....	12
1.1.2. De la guerre vers la victoire, rôle de la stratégie	23
1.2. <i>Ce que ces définitions de la guerre et de la stratégie nous disent de la victoire</i>	31
1.3. <i>Comprendre la victoire</i>	40
2. La mesure de la victoire : qui, comment ?	45
2.1. <i>Qui mesure et décide la victoire ?</i>	45
2.1.1. Le cas simple : l'adversaire reconnaît sa défaite	46
2.1.2. La victoire comme revendication.....	48
2.2. <i>Comment mesurer la victoire ?</i>	56
2.2.1. Les critères d'antan semblent obsolètes.....	56
2.2.2. Le problème des buts de guerre.....	59
2.2.3. Proposition d'une mesure pour la victoire.....	63
3. Retrouver le chemin de la Victoire.....	72
3.1. <i>Ecueils à éviter</i>	72
3.1.1. Le danger des guerres sans fin	72
3.1.2. Le danger de l'hubris	74
3.1.3. La recherche de la victoire décisive.....	77
3.2. <i>La victoire aujourd'hui</i>	79
3.2.1. La narration de la victoire.....	79
3.2.2. La modestie	88
3.2.3. Diplomatie de guerre	94
Conclusion.....	99
Biographie.....	101
Table des matières	113

